



Université Abderrahmane Mira de Bejaïa

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des sciences de Gestion

Département des Sciences Financières et Comptabilité

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Financières et

Comptabilité

Option : Comptabilité, Contrôle et Audit

Thème

*Le financement bancaire d'un crédit
d'investissement. Cas : BADR Banque de Bejaïa*

Réalisé par :

AOUDIA Mehenni

HAMMOUCHE Celia

Soutenu devant le jury composé de :

Président : MOUSSOU Hakima

Examineur : AISSAT Yamina

Rapporteur : M^{me} ZIANI Lila

Année universitaire : 2023/2024

Remerciements

Louange à notre seigneur « ALLAH » qui nous a incités à acquérir le savoir. C'est à lui que nous adressons toute notre gratitude en premier lieu.

Que nos chers parents et familles, trouvent ici l'expression de nos remerciements les plus sincères et les plus profonds en reconnaissance de leurs sacrifices, aides, soutien et encouragement.

Nos remerciements les plus sincères vont également à notre promotrice

*Madame **Ziani Lila**, qui a dirigé notre travail.*

*Nos remerciements s'adressent aussi à tout le personnel de BADR, en particulier Mr « **Senoune Lyes** »*

Nous tenons aussi à remercier les membres de jury qui ont accepté d'évaluer le présent travail.

Enfin, nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à nos amis et à tous ceux qui nous ont aidés de près ou de loin à élaborer notre mémoire.

Dédicace

Je dédie ce modeste travail à :

*A ma mère, Qu'elle trouve dans ce mémoire le témoignage de ma reconnaissance
et de mon affection pour tous les sacrifices*

*A mon père, l'homme à qui je dois ma réussite, mon bonheur, et tout le
respect ; Qu'il trouve ici l'expression de mon affection et une récompense des
sacrifices consentis pour moi.*

*A mes chers frères Aziz, Loucif, Lyes pour leur aide précieuse tout au long de
mon parcours.*

A mes sœurs Fatma, Dalila, Sabrina, Souad, Zina, Fouzia et Soraya

A mes amies pour leur soutien indéfectible et leur aide incessante

*A mon cher Binôme « Mehenni », pour m'avoir apporté un grand soutien moral
durant la préparation de mon mémoire, et pour avoir pris sa part très au sérieux
et pour sa présence à mes côtés*

*Je témoigne toute mon affection et gratitude à **Nesrine** qui m'a inlassablement
encouragée. Son aide et soutien moral étaient d'une si grande importance pour
que ce mémoire soit achevé.*

Celia

Dédicace

Je dédie ce modeste travail

Tous d'abord et avant tout, aux êtres les plus chers à mon cœur, mes très chers parents, pour leurs soutiens et leurs sacrifices tout au long de ma vie.

A mes chères sœurs Ryma et Sarah et leurs enfants (Anir, Maryline, Céline et Lyna) et Djelloul que j'aime beaucoup.

A ma très chère binôme « CELIA », pour m'avoir apporté un grand soutien moral durant la préparation de mon mémoire, et pour avoir pris sa part très au sérieux et pour sa présence à mes côtés.

A tout(es) mes cousin (es)

A mes amis pour leur soutien infini et leur aide incessante. Je témoigne toute mon affection et gratitude à Lamia qui m'a inlassablement encouragé.

A tous mes enseignants

A tous ceux sur qui j'ai pu compter un jour. Qui m'ont aidé d'une manière ou d'une autre, à tous ceux qui m'ont soutenu tout au long de ce parcours, qui ont été présents pour moi dans les bons ainsi que dans les mauvais moments et surtout une grande pensée à ma défunte grand-mère, tout ce que j'ai fait est pour elle.

Meheni

Liste des abréviations

AC : Actif Circulant	I : Investissement Initial
ANGEM : Agence Nationale de Gestion du Microcrédit	IP : Indice de Profitabilité
AC : Actif Circulant	IR : Indice de Rentabilité
AI : Actif Immobilisé	KP : Capitaux Permanents
ANSEJ : Agence Nationale de Soutien à L'Emploi de Jeunes	KDA : Kilo Dinar Algérien
BFR : Besoin en Fonds de Roulement	MC : Marge Commerciale
BFRE : Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation	MP : Matière Première
BFRHE : Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation	N : Nombre d'année
BOAL : Bulletin Officiel des Annonces Légales	PE : Production de l'exercice
CA : Chiffre d'Affaires	RE : Rentabilité Economique
CP : Capitaux Propre	RE : Résultat d'Exploitation
CAF : Capacité d'Autofinancement	RN : Résultat Net de l'exercice
CMT : Crédit à Moyen Terme	RCAI : Résultat Courant Avant Impôt
CCT : Crédits à Court Terme	RF : Rentabilité Financière
CLT : Crédits à Long Terme	SIG : Solde Intermédiaire de Gestion
CPA : Crédit Populaire d'Algérie	T : Taux d'intérêt
C.N.A.S : Caisse Nationale des Assurances Sociales des Salariés	TR : Trésorerie
C.A.S.N.O.S : Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-Salariés	TTC : Toute Taxe Comprise
DR : Délai de Récupération	TCR : Tableau du Compte Résultat
DRFP : Délai de Récupération des Fonds Propres	TRI : Taux de Rendement Interne
EBE : Excédent Brut d'Exploitation	VA : Valeur Ajoutée
FRN : Fonds de Roulement Net	VAN : Valeur Actuelle Nette
FRP : Fond de Roulement Propre	VD : Valeurs Disponibles
FRE : Fond de Roulement Etranger	VE : Valeurs d'Exploitation
HT : Hors Taxe	VR : Valeurs Réalisables
	VI : Valeurs Immobilisées

Liste des Tableaux

Tableau N°01 : Présentation de l'actif du bilan comptable.....	30
Tableau N°02 : Présentation du passif d'un bilan comptable.....	31
Tableau N°03 : Présentation du compte de résultat.....	33
Tableau N°04 : ratio de la structure financière.....	39
Tableau N°05 : les ratios de liquidité et de solvabilité.....	40
Tableau N°06 : les ratios de la rentabilité.....	40
Tableau N°07 : les ratios de gestion de rotation.....	41
Tableau N°08 : représentation des soldes intermédiaires de gestion (SIG).....	44
Tableau N°9 : calcul de CAF à partir de la méthode soustractive.....	45
Tableau N°10 : calcul de CAF à partir de la méthode additive.....	46
Tableau N°11 : Présentation du tableau Emplois/Ressources avant financement.....	48
Tableau N°12 : Élaboration du tableau des emplois et des ressources.....	50
Tableau N°13 : présentation des bilans de l'actif pour les années 2021,2022 et 2023.....	60
Tableau N°14 : présentation de passif des bilans pour les années 2021,2022 et 2023.....	61
Tableau N°15 : Le bilan en grand masse de l'exercice 2021.....	62
Tableau N°16 : Le bilan en grand masse de l'exercice 2022.....	62
Tableau N°17 : Le bilan en grand masse de l'exercice 2023.....	62
Tableau N° 18 : présentation des indicateurs de l'équilibre financier.....	64
Tableau N° 19 : présentation des ratios de la structure financière.....	66
Tableau N° 20 : présentation des ratios de liquidité.....	67
Tableau N° 21 : présentation des ratios de rentabilité.....	67
Tableau N° 22 : présentation des ratios de rotation.....	68
Tableau N° 23 : calcul de CAF à partir de la méthode soustractive.....	70
Tableau N° 24 : calcul de CAF à partir de la méthode additive.....	71
Tableau N° 25 : présentation de l'autofinancement.....	71
Tableau N° 26 : présentation de l'autofinancement.....	72
Tableau N° 27 : Calcul de la CAF avant financement en KDA.....	72
Tableau N° 28 : La présentation d'un tableau de flux de trésorerie.....	73
Tableau N° 29 : présentation de la capacité d'autofinancement.....	75
Tableau N° 30 : présentation de tableau des emplois et des ressources après le financement en KDA.....	76

Liste des figures

Figure N°01 : Facilité de caisse.....	11
Figure N°02 : Le découvert.....	12
Figure N°03 : Organisation de la BADR.....	55
Figure N°04 : Organigramme du groupe régional d'exploitation.....	56
Figure N°05 : Evolution des principales du bilan de grandes masses.....	63
Figure N°06 : Représentation graphique des indicateurs d'équilibre financier.....	65

Sommaire

Introduction Générale.....	1
Chapitre I : Concepts de base sur les banques, les crédits et les investissements.....	3
Introduction de chapitre I.....	3
Section 01 : Notions générales sur les banques.....	3
Section 02 : Généralités sur les crédits.....	7
Section 03 : Quelques notions de base sur les investissements.....	14
Conclusion de chapitre I.....	19
Chapitre II : Montage et étude d'un dossier de crédit d'investissement.....	21
Introduction de chapitre II.....	21
Section 01 : Diagnostic économique du projet.....	21
Section 02 : Analyse financière du projet.....	26
Section 03 : L'étude de la rentabilité du projet.....	48
Conclusion de chapitre II.....	51
Chapitre III : Étude d'un dossier de crédit d'investissement au sein de la BADR de Bejaia	52
Introduction de chapitre III.....	52
Section 01 : Présentation de la banque.....	52
Section 02 : Financement d'un projet d'investissement au sien la BADR de Bejaia.....	57
Section 03 : Etude de la rentabilité du projet.....	72
Conclusion de chapitre III.....	75
Conclusions générale.....	76

Introduction générale

Les institutions bancaires jouent un rôle vital dans l'économie en facilitant les flux financiers entre ceux qui ont des fonds disponibles et ceux qui ont besoin de capitaux. En assumant cette fonction d'intermédiaire, elles contribuent de manière significative au développement économique en soutenant les entreprises dans la réalisation de leurs projets d'investissement et en leur fournissant les ressources nécessaires pour leurs activités courantes.

Les banques offrent une gamme de services diversifiée, parmi lesquels l'octroi de crédits joue un rôle crucial en raison de sa contribution significative au produit net bancaire. Ces crédits se déclinent en plusieurs types, chacun répondant à des besoins spécifiques en matière de financement.

Les crédits d'investissement sont destinés à financer des projets d'investissement qui permettent aux entreprises de développer leurs activités. En conséquence, du point de vue bancaire, le crédit d'investissement est considéré comme exposé au plus haut risque de défaut de remboursement de la part de l'emprunteur. Pour se prémunir contre ce risque, les banques ont mis en place un ensemble de procédures séquentielles visant à évaluer la probabilité de défaut de remboursement du demandeur de crédit. Ces procédures forment ainsi un processus, connu sous le nom de processus d'octroi de crédit d'investissement (BERNET-ROLLAND, 2015, p. 27).

Partant de ces faits, l'objectif que nous assignons à notre présent travail consiste à tenter d'expliquer le mécanisme de financement bancaire des investissements. Autrement dit, nous nous posons la question suivante : **Comment se déroule le processus de financement d'un projet d'investissement au sein d'une banque et plus particulièrement au sein de la BADR Banque de Bejaia ?**

A cet effet, plusieurs interrogations méritent réflexion, à savoir :

- Quelles sont les différentes formes de crédits que la banque peut accorder à une entreprise pour financer son investissement ?
- Quelles sont les démarches et les techniques utilisées par le banquier pour analyser un dossier de crédit d'investissement ?
- Quels sont les risques découlant de l'octroi de crédits d'investissement et quels sont les moyens de s'en prémunir ?

Pour tenter de répondre à ces interrogations, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

- Le financement bancaire de l'investissement s'appuie sur l'étude de la viabilité et la rentabilité du projet présenté.
- Afin de se prémunir contre le risque, la banque doit procéder à une étude de la solvabilité de l'entreprise demandeuse du crédit et exige des garanties pour permettre la récupération de ses fonds.

Pour tenter de répondre à ces questions, en plus de la recherche bibliographique effectuée basée sur la consultation d'un certain nombre d'ouvrages, de mémoires, ainsi que des sites internet, nous avons été amenés, à effectuer un stage pratique d'un mois au sein de la BADR Banque de Bejaia. Ceci nous a permis de mieux comprendre la démarche suivie dans la procédure d'une opération de crédit d'investissement au niveau de la BADR Banque.

Afin de répondre à notre problématique, nous avons structuré notre travail en trois chapitres : Dans le premier chapitre, nous présenterons quelques notions de base sur les banques, les investissements et les crédits. Le deuxième chapitre portera sur le montage d'un dossier de crédit d'investissement. Enfin, le dernier chapitre, qui constitue le cas pratique, consistera en l'examen d'un cas pratique au sein de la BADR Banque pour illustrer les différentes étapes à suivre par le banquier afin de mettre en place un crédit d'investissement.

Introduction

L'activité bancaire consiste essentiellement en la collecte des ressources financières et la distribution de crédit. En effet, la banque trouve ainsi sa raison d'être en servant d'intermédiaire entre les demandeurs et les détenteurs de capitaux en répondant aux besoins des agents économiques en matière d'investissement et d'exploitation.

L'objectif de ce premier chapitre est d'analyser en profondeur les éléments associés à la banque, au crédit et à l'investissement. Ce premier chapitre est divisé en trois sections : Dans la première section, nous allons introduire les concepts fondamentaux relatifs à la banque ; dans la deuxième section, nous exposerons des concepts généraux sur les crédits et enfin, nous aborderons, dans une dernière section, le concept d'investissement.

Section 1 : Notions générales sur les banques

Les banques jouent un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie moderne. Elles agissent comme des intermédiaires financiers, facilitant la circulation des fonds entre les épargnants et les emprunteurs.

1. Définition d'une banque

Les banques sont des agents économiques qui sont définies comme « des institutions d'intermédiation spécialisées dans le commerce de l'argent ». Elles collectent des fonds à vue ou à terme auprès des épargnants et utilisent, moyennant rémunération ou non, ces dépôts pour leur propre compte, en allocation des prêts productifs, commerciaux ou domestiques aux tiers, en opérations financières (ex. l'acquisition des titres). Elles constituent des intermédiaires financiers les plus actifs, au portefeuille le plus diversifié, entre les agents à capacité de capitaux et ceux en besoin de capitaux. Elles sont la principale source des fonds externes de financement des entreprises. (MUADIMANGA LLUNGUA, 2016, p. 39)

Selon Philippe GARSUALT et Stéphane PRIAMI : « sont regroupées dans la catégorie des banques, l'ensemble des personnes morales qui effectuent à titre de profession habituelle les opérations suivantes : la réception des dépôts de la clientèle, accorder des crédits à tout type de clientèle et pour toute durée, mettre en place et gérer les moyens de paiement, effectuer des opérations connexes à leur activité principale : change, conseils et gestion en matière de patrimoine pour les particuliers, conseils et gestion au service de l'octroi de crédits faisant partie des activités principales d'une banque.» (GARSUALT & PRIAMI, 1997, p. 6)

2. Le rôle de la banque

Comme nous avons citées dans la définition de la banque, les opérations de celle-ci comprennent :

- La collecte des fonds du public.
- Les opérations d'octroi de crédit.
- La mise en place des moyens de paiement et la gestion de ceux-ci.
- Les opérations de change.
- La gestion des valeurs mobilières (achat, vente, garde) et tous produits financiers.
- La gestion du patrimoine.
- La gestion des comptes.
- La gestion des coffres forts destinés à la clientèle.

La banque, au sens économique du terme, est l'intermédiaire financier entre les agents à besoin de financement et les agents à excédent de financement. Cette opération a pour objectif de réaliser une marge d'intérêts égale aux intérêts reçus – intérêts versés.

3. Les différentes fonctions d'une banque

Nous pouvons éclairer les principales fonctions de la banque dans un ordre de quatre à savoir. (DESMICHT, 2008, p. 2)

- La fonction commerciale.
- La fonction financière et comptable.
- La réglementation d'usage.
- La fonction informatique.

3.1. La fonction commerciale

Il s'agissait avant tout de « bancariser » le maximum de clients, avec le compte de dépôt comme produit de base, dans un environnement concurrentiel difficile. Dans cette optique, l'offre de produits, pour être attractive, privilégiait l'intérêt du client au détriment de la rentabilité de la banque. La collecte de produits chers et le placement de crédits bon marché permettaient d'attirer les nouveaux clients.

3.2. La fonction financière et comptable

Avec une prise réduite sur les objectifs de volumes fixés par la fonction commerciale, la fonction financière et comptable s'organisait autour de trois pôles : les études prévisionnelles

d'équilibre financier des comptes de la banque, la gestion du portefeuille des titres et la tenue de la comptabilité.

3.3. La réglementation d'usage

Elle repose sur une approche prudentielle de l'activité orientée vers la protection des déposants, aussi bien dans les règles comptables que dans les normes et les ratios.

3.4. La fonction informatique

Sur la base des trois piliers traditionnels, l'informatisation de l'activité bancaire a généré une pratique complémentaire sous forme d'une fonction informatique chargée du développement et de l'exploitation des chaînes de gestion.

4. Classification des banques

Les banques peuvent être classées selon plusieurs critères. Dans notre cas, nous nous proposons une classification selon : le rôle joué par l'Etat, la prévenance de leurs capitaux, la nature des opérations accomplies et le degré d'importance des établissements. (LALALI, 2003, p. 15).

4.1. Selon le rôle joué par l'Etat

Deux catégories de banques sont à distinguer, les banques publiques et les banques privées. Les premières, sont sous la tutelle des pouvoirs publics, qui détiennent leur capital et qui assurent leur gestion. Tandis que les secondes, elles issues de l'initiative du privé.

4.2. Selon le degré de l'importance des établissements

On entend par-là, le degré d'extension de leur réseau. Sur la base de ce critère, on distingue deux catégories de banques, celles dites à succursales multiples et d'autres dites locales et régionales.

4.3. Selon l'origine de leurs capitaux

Ce critère est le plus répandu dans la classification des banques. Il nous permet de souligner l'existence de plusieurs catégories de banques.

4.3.1. Les banques commerciales

Elles sont spécialisées dans l'octroi de crédits, généralement à court terme et dont les capitaux propres sont présentés par des fonds confiés par la clientèle, ce qui laisse entendre que leur activité est basée surtout sur les dépôts de celle-ci.

4.3.2. Les banques d'investissements

Leurs opérations sont destinées généralement pour renouveler ou constituer des capitaux fixes. Pour ce faire, les banques font recours aux fonds des épargnants, mais, dans la majorité des cas, elles se contentent de leurs capitaux propres.

4.3.3. Les banques d'épargne et de prévoyances

Spécialisées dans la collecte des ressources des petits épargnants, leurs dépôts sont dans la plus part des cas à court terme, comme ils peuvent être des dépôts à terme.

4.3.4. Les banques d'affaires

Elles sont spécialisées dans la prise de participation, l'octroi du crédit et la collecte de dépôts supérieurs à deux ans.

4.3.5. Les banques mixtes

Elles sont des banques qui partagent les caractéristiques des banques de dépôts et des banques d'affaires.

4.3.6. Les banques centrales (d'émission)

Elles assurent dans un pays l'émission de la monnaie légale et le contrôle du volume de la monnaie et du crédit. La banque centrale se procure des fonds par la création de billets qui sont mis en circulation par le biais des opérations suivantes.

- Achat de devises présentées aux guichets de la banque.
- Crédit consentis à l'économie par l'escompte direct d'effets de commerce ou par l'escompte aux banques de second rang.
- Avances à l'Etat.
- Avances sur titres.

Section 2 : Généralités sur les crédits

Le recours au financement à crédit est désormais courant parmi les acteurs économiques. Les banques proposent une large gamme de crédits, allant du court au long terme. Les crédits constituent à la fois une source de rentabilité pour les banques, mais également l'une de leurs activités les plus risquées, pouvant entraîner des pertes plus ou moins importantes.

1. Définition de crédit

De nombreuses définitions ont été proposées pour le concept de crédit, parmi lesquelles nous pouvons en sélectionner les suivantes :

Le mot « crédit » a la même étymologie que le mot « croire » (en latin, « credo » = je crois, j'ai confiance), cette activité repose essentiellement sur la confiance accordée par le prêteur à l'emprunteur, en espérant le remboursement du prêt. En règle générale, plus le prêteur a confiance en l'emprunteur, plus il lui prêtera une somme conséquente à un taux d'intérêt bas. En revanche, si l'emprunteur inspire moins confiance au prêteur, ce dernier se montrera plus prudent, demandera des garanties importantes et prêtera à un taux d'intérêt plus élevé. (JAUDON, 2008, p. 26)

Le crédit met en présence un prêteur et un emprunteur. Le prêteur remet à l'emprunteur un bien matériel ou immatériel ou de la monnaie. Il reçoit en échange de l'emprunteur une promesse de lui restituer à une quantité de monnaie avec rémunération du service rendu et de dommage connu. (MANCHON, 2001, p. 233)

Une opération de crédit est tout acte par lequel une personne agissant à titre onéreux met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie. (DUCLOS, 2013, p. 89)

2. Les caractéristiques de crédit

Le crédit se caractérise par trois éléments fondamentaux qui désignent une opération de crédit de toute autre opération financière. Ces 3 éléments sont : la confiance, le temps, et la promesse. (HADJSADOK, 2007, p. 11)

2.1. La confiance

C'est la base de toute opération d'octroi de crédit, la confiance que le prêteur doit avoir dans la solvabilité et l'honnêteté de l'emprunteur parce qu'il lui donne l'assurance qu'il sera payé à l'échéance. Cette confiance repose sur une appréciation des besoins.

2.2. La durée

Il n'y a pas de crédit s'il n'y a pas une certaine durée. Toutefois, cette durée ne connaît pas de minimum : la pratique bancaire autorise des crédits consentis pour quelques heures. Généralement, on parle de crédit à court terme lorsque la durée est inférieure à un an ; de crédit à moyen terme lorsque la durée est entre deux et sept ans et de crédit à long terme lorsque la durée est supérieure à sept ans.

2.3. Le risque

Le risque quant à lui est aussi un élément déterminant de toute opération de crédit, il est de deux degrés d'un côté, il y a le risque d'immobilisation qui consiste dans le retard pour le client à rembourser son crédit de l'autre côté, il y a le risque d'insolvabilité qui consiste en la perte définitive d'une créance.

3. Les typologies de crédit

Aujourd'hui, la majorité de ménages et des entreprises ont recours à un crédit pour financer leurs projets. On distingue deux grands types de crédits : crédits classiques accordés aux entreprises et aux particuliers et les crédits spécifiques.

3.1. Les crédits aux entreprises

Ils comprennent essentiellement les crédits à long et moyen terme ainsi que le crédit-bail.

3.1.1. Les crédits à long terme

Il s'agit de prêts d'une durée de (7) sept à vingt ans avec un différé allant de deux à quatre ans, les CLT financent les immobilisations lourdes dont la durée d'amortissement fiscale est supérieure à sept ans (ce sont généralement les constructions. (LUCIEN, 1991, p. 368)

3.1.2. Les crédits à moyen terme

C'est un crédit à moyen terme il est inséré entre court terme et long terme, à partir du moment où le besoin s'est fait sentir d'un allongement du court terme ou du raccourcissement du long Terme. Il finance principalement les installations légères, dont la durée d'amortissement

n'excède pas les 7 ans. Selon la loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, le crédit à moyen terme sont réescomptable auprès de la banque d'Algérie pour une période ne dépasse pas 3 ans. Il existe trois (3) type de crédit à moyen terme pour le banquier à savoir : (BOUYAKOUB, 2000, p. 253)

3.1.2.1. Le crédit moyen terme réescomptable

C'est la forme de crédit la plus utilisée au sein des banques algériennes, car elle leur permet de reconstituer la trésorerie décaissée à l'occasion de la réalisation du crédit, et ce en réescomptant, auprès de la banque d'Algérie, le billet à ordre souscrit par l'investisseur (emprunteur). Les crédits à moyen terme doivent avoir l'un des objets suivants :

- Dévalement des moyens de production.
- Financement d'exploitation.
- Construction d'immeubles d'habitation.

3.1.2.2. Le crédit moyen terme mobilisable

Pour ce type de crédit, le banquier ne va pas réescompter le crédit auprès de la banque d'Algérie, mais le mobiliser sur un marché monétaire. Cette possibilité n'existe pas encore en Algérie. (BOUYAKOUB , 2000, p. 253)

3.1.2.3. Le crédit moyen terme non mobilisable

C'est un crédit nourri par la banque sur sa propre trésorerie ; il ne peut faire l'objet d'un refinancement. Il en résulte que son taux d'intérêts débiteur appliqué est plus élevé que celui d'un CMT re-finançable, car il implique une gêne de trésorerie pour la banque. Les billets à ordre souscrits en représentation d'un tel crédit sont des reconnaissances de dettes seulement et non d'instruments de refinancement.

3.1.3. Le crédit-bail

Le crédit-bail est une technique de financement d'une immobilisation par laquelle une banque ou une société financière acquiert un bien meuble ou immeuble pour le louer à une entreprise, cette dernière ayant la possibilité de racheter le bien loué pour une valeur résiduelle faible en fin de contrat (**BERNET ROLLAND, 2015, p. 344**).

Trois entités sont impliquées dans cette transaction de crédit-bail :

- Le crédit bailleur (banque) qui acquiert le bien et le loue au client.
- Le crédit preneur (client) choisit le matériel et le fournisseur.

➤ Le fournisseur.

Il existe deux formes de crédit-bail, selon que le bien à financer sera mobilier ou immobilier (BERNET ROLLAND, 2015, p. 368)

➤ **Le crédit-bail mobilier**

Il porte sur des biens d'équipements qui doivent être utilisés pour les besoins de l'entreprise ou à titre mixte et participer à la productivité de l'entreprise ; il ne peut s'appliquer aux fonds de commerce et aux logiciels informatiques. Il est distribué par des sociétés spécialisées filiales de banques. Les concours de ces établissements sont fonction de leur fonds propres.

➤ **Le crédit-bail immobilier**

Le « crédit-bail immobilier » ou « le leasing immobilier » est une opération commerciale et financière :

- Réalisée par les banques et les établissements financiers ou par une société de crédit-bail légalement habilitée et expressément agréée en cette qualité avec des opérateurs économiques nationaux ou étrangers, personnes physiques ou morales de droit public ou privé.
- Ayant pour support un contrat de leasing financier avec une option d'achat ce contrat prévoit le transfert au locataire de tous les droits, obligations et risques liés au bien financé ;
- Portant exclusivement sur le financement d'un ou plusieurs biens immobiliers neufs ou anciens à usage professionnel commercial et/ou industriel liés à l'activité du client, notamment (les cabinets, les cliniques, les entrepôts, la restauration les locaux industriels, les locaux commerciaux, les bureaux et les sièges.

Le crédit-bail présente plusieurs avantages, parmi ceux-ci on cite : (BERNET ROLLAND, 2015, p. 368)

- Le crédit-bail est d'une grande souplesse d'utilisation.
- Il n'exige aucun autofinancement.
- L'utilisateur étant locataire du bien financé n'a pas à fournir de garantie réelle.
- Il n'y a pas d'immobilisation au bilan puisqu'il s'agit de la location.
- Les loyers sont passés en frais généraux, à condition que la durée de location corresponde à la vie économique du bien loué.

➤ **Inconvénients du crédit-bail** : Le crédit-bail présente également des inconvénients :
(BERNET ROLLAND, 2015, p. 368)

- Il s'agit d'une technique de financement d'un coût élevé, surtout pour les petits Investissements.
- Ce type de financement est réservé aux biens standards.
- Les biens financés ne peuvent être donnés en garantie.
- Le locataire en rachetant le bien, même pour une valeur résiduelle faible, doit l'amortir à l'issue du contrat.

3.2. Les crédits aux particuliers

On recense deux grands types de crédit pour les particuliers : les crédits à la consommation et les crédits immobiliers.

3.2.1. Les crédits à court terme ou à la consommation

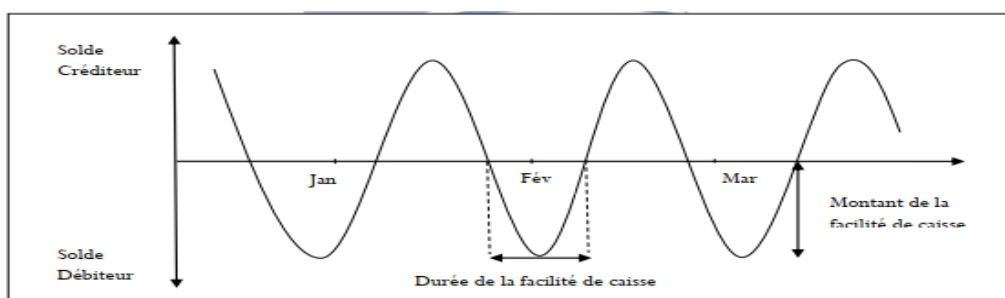
Le crédit à la consommation est un crédit distribué par les établissements bancaires. Ce type de prêt est destiné pour les personnes qui cherchent un financement pour l'achat de biens de consommation dont ils ne peuvent pas payer cash. (COUSSERGUES & PERAN, 2017, p. 13)

Les crédits à court terme ou à la consommation se subdivisent en :

➤ **Facilité de caisse**

Elle inclut l'autorisation ponctuelle de faire fonctionner le compte en solde débiteur, avec une négociation du montant et de la durée avec la banque, un taux d'intérêt élevé en plus de la souplesse d'utilisation (demande écrite ou verbale) ; enfin, un solde débiteur prolongé doit conduire à la mise en place d'un découvert. (MONNIER & MAHIER LE FRONCOIS, 2017, p. 222)

Figure 01 : Facilité de caisse

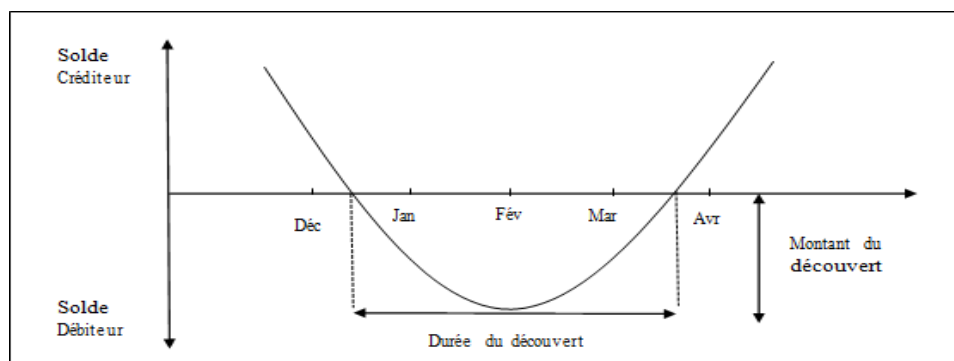


Source : BOUYAKOUB F, « L'entreprise et le financement bancaire », Edition casbah, Alger, 2000, p 236

➤ Le découvert bancaire

La différence de la facilité de caisse, le découvert est une avance de trésorerie permanent. Le banquier accorde ce type de concours lorsque sa durée est estimée de façon augmenté et limitée dans le temps, la durée est limitée à un (1an) au maximum éventuellement renouvelable. (MEYSSONNIER, 1992, p. 109)

Figure 02 : Le découvert



Source : BOUYAKOUB F, « L'entreprise et le financement bancaire », Edition Casbah, Alger, 2000, p244

3.3. Les crédits spécifiques

Ce sont des crédits dirigés et mis en place par les pouvoirs publics en collaboration avec les banques commerciales, il s'agit de financer des activités soutenues par des concours public. Pour absorber le chômage et aider la population Algérienne active. Les crédits de soutien à la création d'emplois par les chômeurs promoteurs âgés de trente à cinquante ans. On distingue trois (03) types de crédits spéciaux, à savoir :

- Les crédits à l'emploi de jeunes.
- Les crédits aux chômeurs promoteurs.
- Les micros crédits.

3.3.1. Le crédit ANSEJ (Agence National de Soutien à l'Emploi de Jeunes)

Le crédit ANSEJ est un concours à moyen terme destiné à financer, à hauteur de 70% maximum, l'acquisition d'équipement et/ou la réalisation de projet agréé dans le cadre du programme de l'emploi de jeune. La durée de ce crédit bancaire est de huit (08) années, dont trois (03) années de différé.

Ce crédit a pour but, le financement de créance de micro entreprise par les jeunes investisseurs désirant intégrer la vie économique. Cela permet la création d'une richesse, et réduire le chômage.

➤ **Les conditions d'éligibilités** (www.cnas.dz, consulté le 10/05/2024)

- Être âgé(e) de 19 à 35 ans.
- Être titulaire (s) d'un diplôme, d'une qualification professionnelle et/ou posséder un savoir-faire reconnu dans l'activité du projet.
- Ne pas occuper un emploi.
- Être inscrit auprès des services de l'agence nationale de l'emploi comme chômeur demandeur d'emploi.
- Mobiliser un apport personnel sous forme de fonds propres.
- Ne pas être inscrit au niveau d'un centre de formation, institut ou université au moment de l'introduction de la demande d'aide, sauf s'il s'agit d'un perfectionnement dans son activité.
- Ne pas avoir bénéficié d'une mesure d'aide au titre de la création d'activité.

3.3.2. Crédit CNAC (Caisse Nationale d'Assurance Chômage)

Le crédit CNAC est un crédit à moyen terme destiné au financement de la création d'activité par les chômeurs promoteurs âgés de 30 à 55 ans.

➤ **Les Conditions d'éligibilité :** (www.cnas.dz, consulté le 10/05/2024)

- Justifier d'une attestation (i) d'éligibilité et de financement au titre de la phase de création, ou (ii) de conformité, au titre de la phase d'extension, délivrée par la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC), précisant les aides et avantages accordés par le dispositif.
- Disposer d'un apport personnel.

3.3.3. Le crédit ANGEM (Agence Nationale de Gestion du Microcrédit)

C'est un prêt accordé à des catégories de citoyens sans revenus et/ou disposant de petits revenus instables et irréguliers. Et destiné aux jeunes entrepreneurs âgés de 18 ans minimum et inscrit à l'ANGEM.

➤ **Les Conditions d'éligibilité** (www.cnas.dz, consulté le 10/05/2024)

- Disposer d'une décision d'éligibilité et de financement délivrée par l'agence nationale de gestion du micro crédit.
- Posséder un savoir-faire en relation avec l'activité projetée et disposer d'un apport personnel.

Section 3 : Quelques notions de base sur les investissements

Afin de pouvoir se développer et acquérir de nouveaux marchés, l'entreprise a besoin d'investir. Cet investissement peut se traduire par l'acquisition de nouvelles machines ou encore de terrains, chaînes de montage, véhicules de transport, etc. L'entreprise peut également investir en acquérant de nouvelles marques, des bases de données clients ou des brevets. Enfin, elle peut aussi faire un investissement en prenant une participation dans le capital d'une autre entreprise ou en investissant en bourse. Ainsi, les investissements peuvent être de nature corporelle (nouvelles machines), incorporelle (marques) ou financière (actions, prises de participation). (SARGIS-ROUSSEL, 2014, p. 99).

1. Définition de l'investissement

Diverses définitions ont été formulées pour préciser la notion d'investissement, et elles varient en fonction de la perspective choisie.

- **Selon Manuel Bridayer** « l'investissement est la création ou l'acquisition d'un capital fixe, c'est-à-dire une accumulation de facteur physique principalement de production et de commercialisation. Ces actifs augmentent le potentiel économique de l'entreprise et contribuent à son fonctionnement sur plusieurs cycles de production successifs »
- **Selon la conception économique** : Il s'agit de « tout sacrifice de ressources fait aujourd'hui, dans l'espoir d'obtenir dans le futur, des résultats, certes établi dans le temps mais d'un montant total supérieur à la dépense initiale » (BOUGHABA, 2005, p. 01)
- **Selon la conception financière** : C'est un ensemble de dépenses générant, sur une longue période des revenus (financier ou économique) tels que les remboursements de dépense initiale. (BOUGHABA, 2005, p. 02)

2. Les caractéristiques l'investissement

Trois notions essentielles caractérisent un investissement (Taverdet- Popiolek, 2006, p. 13) :

- La notion de durée qui ressort de l'étalement dans le temps des investissements et des résultats espérés.
- La notion de rendement et d'efficacité eu égard aux objectifs visés par l'investisseur,
- La notion de risque lié au futur.

2.1. Le capital investi

Il s'agit de l'ensemble des dépenses initiales faites par l'entreprise pour la réalisation de son projet. Le capital investi comprend :

- Le prix d'achat HT (ou en TTC).
- Les frais accessoires (frais de transport et d'installation notamment).
- Le coût de formation du personnel.
- L'augmentation du besoin en fonds de roulement (BFR).

2.2. La durée de vie

La durée de vie de l'investissement facilite l'évaluation de la rentabilité. On retient la durée pendant laquelle le projet génère des flux de trésorerie positifs. Par manque d'information précise à ce sujet, on retient donc alors la durée d'amortissement de l'immobilisation.

2.3. La valeur résiduelle

La valeur résiduelle est le montant de revente de l'investissement à la fin du projet. Cette revente permet de dégager une plus-value dans la mesure où l'immobilisation est totalement amortie. On obtient une valeur résiduelle nette d'impôt sur les bénéfices à travers l'évaluation des flux nets de trésorerie.

2.4. Les flux de trésorerie générés par l'investissement (cash-flow)

Le flux net de trésorerie correspond aux revenus nets générés par le projet. Le tableau des flux nets de trésorerie s'établit en calculant, l'excédent brut d'exploitation, la capacité d'autofinancement de l'entreprise pour obtenir le résultat net (après impôt) et calculer les besoins en fonds de roulement (BFR).

3. Classification des investissements

Il est difficile de classer l'investissement par type du fait que la problématique de l'investissement n'est pas la même selon les secteurs, la taille et la structure de l'entreprise, la nature et la durée de vie attendue des projets. (SIMON & MARTIN, 2005, p. 43)

3.1. La classification selon la nature

On peut distinguer trois formes d'investissement :

- **Les investissements incorporels** : ils sont constitués d'actifs incorporels tels que les fonds de commerce, les brevets, les dépenses pour la formation personnelle, pour la publicité ou encore pour l'étude ou la recherche.

- **Les investissements corporels** : sont des actifs physiques qui viennent en augmentation du patrimoine de l'entreprise.
- **Les investissements financiers** : ils prennent la forme de prêts à long terme ou d'achat de titre de participation.

3.2. Classification selon l'objectif

Un investissement est le moyen d'atteindre un objectif que l'on s'est fixé, celui-ci pouvant être accessible ou ambitieux, concernant le futur proche ou le long terme. Toute une palette d'objectifs est donc envisageable entre ces extrêmes et l'on peut procéder à une typologie des investissements en se fondant sur l'objet visé.

3.2.1. Les investissements obligatoires

Il s'agit d'un type d'investissement qui n'a pas de but lucratif, mais de servir l'intérêt public. En effet, ces investissements s'effectuent en dehors de l'activité normale de l'entreprise.

A ce niveau on distingue :

- Les obligations légales, par exemple l'épuration des eaux usées avant rejet à la rivière.
- Les obligations sociales, par exemple création d'un restaurant collectif pour l'entreprise.
- Nécessité matérielle : création des locaux administratifs.

3.2.2. Investissement de renouvellement ou de remplacement

Il désigne le projet dont l'objectif prioritaire est de permettre le renouvellement des équipements en place. Ce sont les investissements les plus fréquents et les plus simple à réaliser, car il s'agit de remplacer un bien de production par un autre bien en raison du phénomène de l'usure. L'objet étant ici, le maintien du potentiel de l'entreprise.

3.2.3. Investissement de productivité et de modernisation

Il désigne des investissements réalisés pour réduire les coûts de production et d'améliorer les rendements. Ces projets peuvent prendre des formes très diverses : nouveaux équipements, nouveaux procédés de fabrication ou nouvelle organisation de production.

3.2.4. Investissement de rentabilité

Il s'agit de procéder à un investissement pour faire face au problème de l'archivage, d'organisation du travail, en suivant l'évolution technologique.

3.2.5. Investissement de capacité

Il s'agit de tout investissement ayant pour but d'augmenter et d'accroître, dans des proportions importantes la capacité de production de l'entreprise.

3.2.6. Investissement d'innovation ou de diversification

Ce sont les investissements qui entraînent une modification plus profonde de la situation actuelle de l'entreprise. Ils permettent à l'entreprise d'accéder et de développer une ou plusieurs activités nouvelles, ils répondent à la volonté de se déployer sur de nouveaux marchés.

3.3. Classification selon les durées

Selon les durées nous distinguons trois types d'investissement :

3.3.1. Investissement à court terme

Ce sont les investissements dont la durée de vie est inférieure à une année (moins d'un an), ce type d'investissement dépend bien évidemment de l'investissement lui-même : souhaite-t-il pouvoir récupérer son investissement dans un délai court.

3.3.2. L'investissement à moyen terme

Ce sont les investissements dont la durée de vie varie entre 2 et 7 ans, elle concerne les équipements légers (moyens de transport).

3.3.3. L'investissement à long terme

Ce sont les projets dont la durée est longue de 7 ans et plus. La détermination de la durée de vie de ce type d'investissement est très difficile, car plus on s'éloigne dans le temps plus la prévision devient incertaine. Cette durée de vie concerne l'investissement lourd.

4. Les objectifs d'un projet d'investissement

Les objectifs d'un projet d'investissement peuvent être d'ordre stratégique ou opérationnel.

4.1. Les objectifs d'ordre stratégique

C'est un ensemble d'objectifs qui relève généralement de la sphère stratégique. Il peut faire l'objet d'exploitation, de modernisation, d'indépendance, etc. La coordination et la hiérarchisation de ces objectifs permettront la définition de la stratégie afférente à l'investissement.

4.2. Les objectifs d'ordre opérationnel

Ils se situent au niveau technique, on peut citer trois objectifs essentiels d'un projet d'investissement

4.2.1. Objectif de coût

Tout projet d'investissement peut avoir comme principale objectif la maîtrise du facteur temps, satisfaire une demande apparue dernièrement sur le marché, afin d'acquérir un avantage concurrentiel.

4.2.2. Objectif du temps

Il est clair qu'avoir un avantage compétitif, il faut maîtriser le facteur temps. En effet dans un marché concurrentiel, les parts reviennent à ceux qui sont en veille et en réactivité.

4.2.3. Objectifs de qualité

Les responsables et les décideurs doivent garantir un certain niveau de qualité indispensable à la perfection de la qualité demandée

5. Types de risques d'investissement

Plusieurs risques peuvent être associés à une opération d'investissement, parmi ces risques nous citons

5.1. Risque de taux d'intérêt

Une variation des taux d'intérêt, à la hausse comme à la baisse, est loin d'être sans conséquence sur le secteur bancaire. Toute fluctuation de ce paramètre peut constituer un risque considérable pour la banque. Le risque de taux d'intérêt représente pour un établissement du l'éventualité de voir sa rentabilité ou la valeur de ses fonds affectée par l'évolution des taux d'intérêt. (AUGROS & QUERUEL, 2000, p. 16)

5.2. Le risque d'immobilisation

Le risque d'immobilisation appelé aussi « risque de trésorerie » se localise au plan des rapports entre la banque et ses déposants. La banque assure un équilibre entre la liquidité de ses emplois et l'exigibilité de ses ressources en procédant au refinancement de ses crédits auprès de la banque centrale ou du marché monétaire.

5.3. Risque de crédit

Le risque de crédit est présent dès qu'un agent économique consent un crédit à une entreprise à une contrepartie, une relation risquée s'instaure entre le créancier et son débiteur. Ce dernier peut en effet, de bonne ou mauvaise foi, ne pas payer sa dette à l'échéance convenue. L'aléa qui pèse sur le respect d'un engagement de régler une dette constitue le risque de crédit. (KHAROUBI & THOMAS, 2013, p. 18)

5.4. Risque de change

Le risque de change est la traduction de l'internationalisation des activités de la banque. En effet, la fluctuation des cours de change posé aussi un sérieux problème sur le résultat des établissements du crédit, étant donné, d'une part, les comptes de correspondance libellés en devise. Et d'autre part, l'origine étrangère de plusieurs de leurs actifs et passif. Il est défini comme une perte entraînée par la variation des cours de créances ou des dettes libellées en devise par rapport à la monnaie de référence de la banque. (ROUCH GRADNOLLEAU, 1998, p. 312)

5.5. Risque liquidité

Il s'agit, également, d'un risque inhérent à l'activité d'intermédiation traditionnelle puisque le terme des emplois est toujours plus long que celui des ressources, surtout lorsqu'il s'agit de dépôts de la clientèle. La banque incapable de faire face à une demande massive et imprévue de retraits de fonds émanant de sa clientèle ou d'autre établissement de crédit est dite il liquide. (COUSSERGUES & BOURDEAUX, 2002, p. 101)

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons présenté la banque, ses différentes fonctions, ainsi que son rôle primordial dans un système financier en particulier. Nous avons mis aussi l'accent sur les formes de crédits à moyen et à longs termes destinés au financement des investissements des entreprises et des projets des particuliers.

A cet effet, nous avons pu constater que ces crédits sont d'autant plus importants que ceux destinés au financement de l'exploitation mais demeurent moins étoffés que ces derniers. Ils constituent l'essence même du démarrage de toute entreprise désirent se lancer dans un domaine d'activité mais s'axent beaucoup plus sur la durée du prêt qu'ils constituent que sur les risques qu'ils engendrent.

C'est parce que l'investissement est un événement crucial et lourd de conséquences, que le crédit destiné à le financer le sera tout autant. Ceci pousse, le banquier, pleinement conscient de la portée de son engagement dans cette catégorie de crédit, à avoir connaissance de toutes les données de l'investissement afin d'y porter un jugement avisé. Il devra, également, cerner au mieux les montants à allouer et les durées de leurs remboursements d'autant plus que l'avenir incertain dans lequel évoluent les entreprises peut réserver des surprises qu'il est tenu de prévoir au préalable.

En effet, le banquier ne doit pas perdre de vue qu'un crédit dont le montant et la durée sont trop courts peut compromettre la bonne réalisation de l'investissement et, donc, son remboursement. De la même manière, un crédit dont le montant et la durée sont trop larges peut obérer la situation de l'entreprise ou encore la pousser à se lancer dans des opérations spéculatives risquées.

Introduction

Le crédit joue un rôle considérable dans les économies modernes : il facilite les échanges, stimule la production, amplifie le développement et en fin joue un rôle comme instrument de création de monnaie. Toutefois, l'opération d'octroi de crédit est indissociable à la notion du risque, c'est pourquoi le banquier doit examiner minutieusement chaque demande de crédit en rassemblant et étudiant divers documents de natures variées (comptable, juridique, économique, etc.) afin de constituer un dossier complet. Après avoir rassemblé les documents nécessaires, le banquier doit ensuite étudier la viabilité et la rentabilité du projet.

Section 1 : Diagnostic économique du projet

Les pièces requises pour constituer un dossier de crédit d'investissement peuvent varier selon la nature de l'investissement projeté et la relation existante entre la banque et le client. Cependant, il existe une liste commune de documents pour tous les types d'investissement et la banque est en mesure de demander à son client tout document qu'elle juge nécessaire et pertinent pour évaluer la demande de crédit.

1. Constitution du dossier de crédit d'investissement

Le dossier de crédit comprend une variété de documents tels que des pièces juridiques, économiques, commerciales, comptables, financières, fiscales et parafiscales (IDIR, 2020, p. 20).

1.1. Demande de crédit d'investissement

Il s'agit d'une requête de crédit soumise au banquier, comprenant un en-tête complet avec toutes les références de l'entreprise. Cette demande doit être signée par les individus autorisés à engager l'entreprise en matière de crédit. Il est essentiel que la demande de crédit spécifie clairement la nature, le montant et l'objectif des financements sollicités.

➤ **Documents administratifs et juridiques** : Ils comprennent les documents suivants:

- Copie conforme du registre de commerce ou tout autre document justifiant l'autorisation d'exercice de l'activité projetée ou exercée (agrément, autorisation d'exploitation, carte fellah, etc....).
- Copie dûment légalisée des statuts pour les personnes morales.
- Copie certifiée conforme du BOAL (Bulletin Officiel des Annonces Légales).
- Copie légalisée du titre de propriété, de la décision d'attribution ou de concession de terrain.

- Une copie de la décision d'octroi des avantages, délivrée par l'ANDI11 (y compris ses annexes), faisant ressortir notamment le cout global du projet et le niveau des fonds propres prévus.

➤ **Les documents commerciaux :** Ils englobent les documents suivants :

- Décomposition du chiffre d'affaires.
- Décomposition des consommations des services extérieurs.
- Planning prévisionnel des importations.
- Carnet de commandes de la clientèle.

➤ **Les documents comptables :** Ils comprennent essentiellement :

- Les bilans et annexes clos des trois (03) dernières années. Dans le cas d'une ancienne relation, seul le dernier bilan est exigé.
- Le bilan d'ouverture, les prévisions de clôture de l'exercice à financer et le bilan prévisionnel de l'exercice suivant pour les entreprises en démarrage.
- La situation comptable provisoire (actif, passif, tableau des comptes de résultat) pour les demandes introduites après le 30 juin.
- Plan de trésorerie.
- Bilan et comptes résultats prévisionnels se rapportant à l'exercice à financer.

➤ **Les documents fiscaux et parafiscaux :** Ils comprennent essentiellement :

- Pièces fiscales et parafiscales apurées pour les entreprises en activité, et déclaration d'existence pour les entreprises n'ayant pas encore exercées.
- Un extrait de rôle apuré de moins de trois (03) mois avec la notification d'un accord de rééchelonnement des dettes fiscales.
- Attestation de mise à jour ou de non affiliation C.N.A.S.
- Attestation de mise à jour ou de non affiliation C.A.S.N.O.S.

1.2. Étude de la viabilité et la rentabilité du projet

L'étude de la viabilité du projet englobe les aspects suivants : la présentation du projet et du promoteur, l'analyse du marché, l'analyse commerciale, l'analyse technique, et l'analyse des coûts.

1.2.1. Présentation du promoteur

Avant de procéder à l'étude et à l'analyse des documents fournis par le client, il est primordial d'identifier ce dernier, connaître ses motivations et sa moralité.

1.2.1.1. Analyse de l'environnement interne de l'entreprise

Le but est d'examiner toutes les informations concernant le demandeur de crédit.

1.2.1.1.1. Historique de l'entreprise

L'analyse de l'historique d'une entreprise permet d'avoir une première impression sur l'entreprise, sa situation et son évolution depuis sa création. Elle repose sur les informations suivantes : son nom, sa date de création, sa forme juridique et son capital social.

1.2.1.1.2. Les moyens de l'entreprise

L'activité d'une entreprise dépend des moyens dont elle dispose :

➤ Moyens humains

Les moyens humains de l'entreprise portent à assurer la confiance entre le banquier et l'emprunteur.

➤ Moyens de production

C'est l'ensemble des biens dont dispose l'entreprise qui entrent dans le processus de production de son activité.

➤ Moyens financiers

Ici, le banquier s'intéresse à l'ensemble des ressources dont dispose l'entreprise

1.2.1.2. Analyse de l'environnement externe de l'entreprise

Les activités de l'entreprise se développent en interdépendance étroite avec l'environnement externe qui peut lui imposer des contraintes. Ainsi donc, le banquier a intérêt à étudier le secteur d'activité de l'entreprise, le marché qu'elle détient, ses concurrents, ses partenaires et la conjoncture économique et politique.

• Economie du pays

L'impact de l'économie d'un pays sur le développement de l'entreprise, s'exprime par le niveau d'inflation du pays, le taux d'intérêt bancaire, les subventions d'exploitation et d'investissement ainsi que la politique économique du pays.

- **Secteur d'activité**

Le secteur d'activité dans lequel évolue l'entreprise est formé par le marché, les concurrents, les fournisseurs et la clientèle.

1.2.1.3. La collecte d'information

La banque se doit d'apprendre à connaître l'entreprise et son métier avant d'en établir un diagnostic. La banque doit collecter des informations à travers :

- L'entretien avec le demandeur de crédit afin de juger la moralité du client.
- Visite à l'entreprise.
- Demande de renseignements auprès des confrères.
- Consultation de la centrale des risques et impayés.

1.2.1.4. La relation entre la banque et le demandeur de crédit

Le temps est un facteur important qui incite à la confiance, et peut influencer la décision d'octroi de crédit. Toutefois, la communication entre la banque et l'entreprise doit être maintenue afin de faciliter la prise de décision d'octroi de crédit et surveiller le risque encouru la relation entre la banque et son client dépend de plusieurs éléments :

- **L'ancienneté de la relation**

Le banquier peut collecter les informations sur son client à travers la date à laquelle ce dernier a ouvert son compte au sein de la banque ainsi que les enregistrements de toutes les transactions effectuées par le client. De même, la vérification du fichier contentieux du client permet d'avoir une idée sur les problèmes rencontrés.

- **Le niveau d'utilisation des crédits**

Le suivi des crédits permet d'estimer la probité du client, d'éviter les incidents de paiement assurer le recouvrement des créances à échéance. Le niveau d'utilisation des crédits consentis doit être surveillé afin de déterminer les besoins réels de l'entreprise. Pour cela, le banquier pourra :

- Cerner la moralité et le sérieux du bénéficiaire du concours.
- Contrôler le crédit et l'empêcher d'être détourné de son objectif.

➤ **Consultation de la centrale des risques et impayés**

• **La centrale du risque**

L'article 160 de la loi 90/10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, confère à la centrale des risques, la mission de recueillir de chaque banque et établissement financier les noms des bénéficiaires de crédit, la nature et le plafond des crédits accordés, le degré des utilisations ainsi que les garanties consentis pour chaque crédit.

• **La centrale des impayés**

Elle a pour mission principale la centralisation et la diffusion de tous les renseignements relatifs aux incidents de paiement des chèques et effets de commerce survenus auprès de toutes les agences des banques primaires.

1.2.2. Présentation du projet

L'étude économique du projet permet au banquier de savoir si le projet est économiquement viable. Cette partie est consacrée à la présentation du projet, ses caractéristiques, sa finalité et l'activité visée. D'autres éléments doivent être abordés tels que :

1.2.2.1. La nature du projet

En d'autres termes, en quoi consiste le projet exactement (Acquisition de machines, construction de locaux, etc.)

1.2.2.2. L'impact du projet

Le banquier doit s'intéresser davantage aux impacts multidimensionnels qui seront générés par la réalisation du projet.

1.2.2.3. L'impact sur l'environnement

Il faut vérifier si le projet a un impact négatif sur l'environnement.

1.2.2.4. Résultats attendus

Ce sont les principales réalisations du projet. Les résultats attendus doivent être en adéquation avec les objectifs du projet, nombre d'emplois créés, la substitution aux importations et de la réalisation de l'intégration économique.

1.2.2.5. Moyens

Ce sont les ressources nécessaires à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs.

- Les moyens physiques (bureautique, équipements, véhicules, etc.).
- Les moyens humains (coordinateurs, animateurs, formateurs, secrétaires, etc.).

1.2.3. Etude de marché

Le marché est le lieu de rencontre entre l'offre et la demande de biens et services. Le banquier doit élaborer une étude de marché afin d'augmenter les probabilités de réussite du projet. L'étude de marché permet de prévoir le volume de marchandises et de production pouvant être vendu sur le marché.

- La taille, la structure et l'évolution du marché.
- Le niveau de production et les prix de vente que l'on peut espérer pratiquer.
- Le lieu et le secteur du marché visé et la zone d'implantation.
- La politique commerciale à adopter.

Section 2 : Analyse financière du projet

Afin de s'assurer que l'entreprise est solvable et d'apprécier au plus juste sa liquidité, la banque s'intéresse à sa structure financière ainsi qu'à son équilibre financier via une analyse du bilan retraité. Les ratios et les indicateurs constituent la base de l'analyse. Ils ont, en effet, un rôle déterminant dans le processus de décision relatif à l'octroi du crédit.

1. Les notions de base de l'analyse financière

L'analyse financière est une façon transcrire de la réalité économique et financière de l'entreprise en un langage universel permettant le développement d'outils de suivi de l'activité. Pour maîtriser ces outils, il est important de définir certains concepts sur lesquels se basent les techniques financières.

1.1. Définitions de l'analyse financière

L'analyse financière a été définie différemment par plusieurs auteurs, de différentes manières: L'analyse financière peut être définie comme une démarche, qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par une entreprise à destination des tiers, ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance financière et économique (rentabilité, pertinence des choix de gestion.), sa solvabilité (risque potentiel qu'elle présente pour les tiers, capacité à faire face à ses engagements.) et enfin son patrimoine. (LAHILLE, 2001, p. 01)

L'analyse financière constitue un ensemble des concepts, des méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise, aux risques qui l'affectent, au niveau et à la qualité de ses performances (COHEN, 2004, p. 07).

1.2. Les objectifs de l'analyse financière

L'analyse financière a pour objectif de :

- Connaître la situation financière de l'entreprise à la fin du cycle d'exploitation en vue de dégager ses forces et ses faiblesses.
- Connaître l'importance de l'exploitation des ressources de l'entreprise.
- Rechercher les conditions d'équilibre financier et mesurer la rentabilité de l'entreprise.
- Elle permet de mesurer la contribution des facteurs sensibles dans l'atteinte des objectifs financiers et de repérer des facteurs critiques explicatifs du niveau de performance et de risque.

1.3. Les étapes de l'analyse financière

Pour être en mesure de porter un jugement sur la situation financière d'une entreprise, l'analyse doit tenir compte de l'ensemble d'informations disponibles surtout celles publiées par la comptabilité ou par d'autres sources. Généralement plusieurs étapes doivent être suivies à savoir :

- Procéder à l'examen global des états financiers, cet examen porte généralement sur les emplois (actifs), les ressources (passifs), les ventes et les bénéfices.
- Étudier l'environnement de l'entreprise.
- Analyser le rapport du vérificateur, l'énoncé des principes comptables, les notes aux états financiers et d'autres informations pertinentes.
- Appliquer les techniques d'analyse comme les ratios, l'étude du bilan en grande masses et autres.
- Analyser le compte de résultat et calculer « les soldes intermédiaires de gestion » pour expliquer la formation du résultat.

Enfin, porter un jugement sur la situation financière, formuler des recommandations et prendre des décisions.

1.4. Les sources d'informations de l'analyse financière

C'est l'ensemble d'instruments sur lesquels va se baser l'analyse, ces sources sont des comptes annuels qui constituent la matière première de l'analyse financière, on distingue trois

documents essentiels à savoir :

1.4.1. Le bilan

Le bilan représente la situation patrimoniale de l'entreprise à une date précise.

1.4.1.1. Définitions de bilan

Un bilan comptable est un tableau représentatif du patrimoine de l'entreprise qui montre à un moment donné l'ensemble des ressources et des emplois de l'entreprise. Le bilan comptable sera utilisé pour l'analyse de l'équilibre financier de l'entreprise. (MARION, 2007, p. 01)

1.4.1.2. La structure du bilan

Le bilan comptable est composé de cinq classes en deux parties :

A. Les emplois (Actif)

L'actif représente l'ensemble des emplois qui sont classés d'après leur fonction et par ordre de liquidité croissante. On distingue deux parties qui sont :

➤ L'Actif Immobilisés (AI)

Correspond à tous les actifs et les biens mis à la disposition de l'entreprise. On distingue trois types des immobilisations :

- **Les immobilisations incorporelles**

Ce sont les biens immatériels, qui n'ont pas de substance physique détenus par l'entreprise sur une durée supérieure à une année. Parmi ces immobilisations figurent le fond commercial, les brevets, les licences...etc.

- **Les immobilisations corporelles**

Englobent les biens tangibles destinés à être utilisés d'une manière durable durant le cycle d'exploitation de l'entreprise (terrains, les investissements en cours, ...etc.)

- **Les immobilisations financières**

Elles sont constituées par des créances et des titres détenus a priori dans un souci de long terme ou dans le cadre d'une stratégie de développement d'ensemble de l'entreprise, comme les participations, les prêts...etc.

➤ **Actif circulant**

• **Les stocks**

Ils comprennent l'ensemble des biens acquis ou créés par l'entreprise et qui sont destinés à être vendus ou fournis, ou à être consommés pour les besoins de fabrication de l'entreprise.

• **Les créances**

Elles comprennent l'ensemble des droits acquis par l'entreprise par suite de ses relations avec les tiers.

• **Les disponibilités**

Elles sont des valeurs transformées rapidement en argent (banque, caisse et CCP).

B. Les ressources (passif)

Le passif du bilan nous informe sur l'origine des capitaux de l'entreprise. Il est composé de deux parties qui sont comme suit :

➤ **Capitaux permanents** : Ils comprennent :

• **Les fonds (capitaux) propres**

Ils comprennent les moyens de financement apportés ou laissés à la disposition de l'entreprise de façon durable.

• **Le passif non courant** :

Le passif non courant est constitué par les éléments suivants :

- Emprunts et dettes financières.
- Impôts (différés et provisionnés).
- Autres dettes non courantes.
- Provision et produits constatés d'avance.

➤ **Passif courant**

Le passif courant est constitué par les éléments suivants :

- Les dettes d'exploitation.
- Les dettes financières à court terme.

C. La présentation du bilan comptable

Le tableau 1 et 2 présentent respectivement l'actif et le passif du bilan.

Tableau N°01 : Présentation de l'actif du bilan comptable

Actif	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amorti-provi	Net	Net
Actif immobilisé :	-	-	-	-
Immobilisations non corporelles :	-	-	-	-
Capital souscrit-non appelé	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles :	-	-	-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développementFonds commercial	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles :	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillageIndustriels	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations financières :	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêt	-	-	-	-
Total actif immobilisé	-	-	-	-
Compte et régularisation Créances diverses	-	-	-	-
Capital souscrit-appelé non verser valeurs	-	-	-	-
Mobilières de placementInstruments de	-	-	-	-
Trésorerie Disponibilités	-	-	-	-
Charges constatées d'avance	-	-	-	-
Actif circulant :	-	-	-	-
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Matières premières et autres Approvisionnements	-	-	-	-
En-cours de production (biens et services)Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandesCréances d'exploitation	-	-	-	-
Créances clients et compte rattachés autres	-	-	-	-
Total actif circulant	-	-	-	-
Total général actif	-	-	-	-

Source : HUNRBERT, B. Analyse financière.4^{-ème} édition Dunod, Paris, 2010. p.24.

Tableau N°02 : Présentation du passif d'un bilan comptable

Passif	Exercice N	Exercice N-1
Capitaux propres :	-	-
Capital émis	-	-
Capital non appelé primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Ecart d'équivalence	-	-
Réserves : légales, statutaires, réglementées	-	-
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-	-
Subvention d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Autres Provisions	-	-
Total capitaux propre	-	-
Dettes	-	-
Emprunts obligatoires convertiblesAutres	-	-
Emprunts obligatoires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en-coursDettes	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	-	-
Autres dettes et instruments de trésorerie	-	-
Compte de régulation	-	-
Produits constatés d'avance	-	-
Total	-	-
Total général passif	-	-

Source : HUNRBERT, B. Analyse financière. 4^{ème} édition Dunod, Paris, 2010. p.25.

1.4.2. Le compte de résultat

Le compte de résultat permet de connaître l'ensemble des charges et des produits au cours d'un exercice, la différence entre ces derniers permet à l'entreprise de dégager un résultat (un bénéfice ou une perte).

1.4.2.1. Définitions du compte de résultat

Le compte de résultat représente une synthèse de l'activité de l'entreprise au cours de l'exercice (entre deux bilans). Il est structuré en trois parties qui reprennent les éléments liés à l'exploitation, les éléments liés aux aspects financiers et ceux provenant des phénomènes qui ne correspondent pas à l'activité normale de l'entreprise (les éléments exceptionnels). Tout comme dans le bilan, ces éléments sont dissociés en deux groupes, ceux ayant un caractère de ressources, que l'on nomme les produits et ceux ayant un caractère d'emplois que l'on nomme charges. (BRIQUET, 1997, p. 45)

Le compte de résultat fait partie des comptes annuels, il regroupe les produits et les charges de l'exercice indépendamment de leur date d'encaissement ou de paiement. Il est établi à partir des soldes des comptes de gestion qui sont :

- **Classe 06 :** Compte des charges.
- **Classe 07 :** Compte des produits.

Le compte de résultat détermine le résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) par différence entre les produits et les charges. (BEATRICE, 2014/2015, p. 13)

1.4.2.2. La Structure du compte de résultat (TCR)

Actuellement, les charges et les produits du compte de résultat sont classés par nature des différentes catégories qui sont :

➤ **Les Charges**

C'est l'ensemble des dépenses (frais) supportées par l'entreprise durant son exercice. Les charges correspondent à des coûts engagés par l'entreprise pour exercer son activité. On distingue parmi celles-ci :

• **Les charges d'exploitation**

Ce sont des coûts occasionnés par l'activité normale de l'entreprise (les achats et les consommations, les impôts...).

• **Les charges financières**

Ce sont des coûts liés à la politique financière de l'entreprise (les intérêts des emprunts, les escomptes accordés, les pertes de change ...).

• **Les charges exceptionnelles**

Ce sont des coûts qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

• **La participation des salariés aux résultats de l'exercice**

Ce sont des charges obligatoires pour toute entreprise ayant au moins 50 salariés.

• **L'impôt sur les bénéfices**

Ce sont des charges supportées par les entités soumises à l'impôt sur les sociétés.

➤ **Les produits**

C'est l'accroissement d'avantages économiques au cours de l'exercice, sous forme d'entrées ou d'accroissements d'actif, ou de diminution du passif qui ont pour résultat l'augmentation des capitaux propres autre que l'augmentation provenant des participants aux capitaux propres. (TAZDAIT, 2009, p. 81)

Les produits sont des revenus générés par l'activité de l'entreprise. On distingue parmi ceux-ci :

• **Les produits d'exploitation**

Ce sont des ressources produites par l'activité normale de l'entreprise.

• **Les produits financiers**

Ce sont des revenus financiers procurés par des placements escomptés obtenus et reprises sur provisions.

• **Les produits exceptionnels**

Ce sont des produits occasionnés, essentiellement, par la cession d'éléments d'actif.

➤ **Le résultat**

Il est obtenu par la différence entre les produits et les charges. Le résultat peut être bénéfique (Produits supérieurs aux charges), ou perte (Produits inférieurs aux charges).

Tableau N°03 : Présentation du compte de résultat

Désignation	Note	N	N-1
– Chiffre d'affaires (HT)	-	-	-
– Variation stocks produits finis	-	-	-
– Production immobilisée	-	-	-
– Subventions exploitation	-	-	-
1- Production de l'exercice	-	-	-
– Achats consommés	-	-	-
– Service extérieur et autres consommations	-	-	-
2- Consommation d'exercice	-	-	-
3- Valeur ajoutée exploitation (1-2)	-	-	-
– Charge de personnel	-	-	-
– Impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
4- Excédent brut exploitation	-	-	-
– Autres produits opérationnels	-	-	-
– Autres charges opérationnelles	-	-	-
– Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-	-
– Reprise sur pertes de valeur et provisions	-	-	-
5- résultat opérationnel	-	-	-
– Produits financiers	-	-	-
– Charges financières	-	-	-
6- Résultat financier	-	-	-
7- Résultat ordinaire avant impôts (5+6)	-	-	-
– Impôts exigibles sur résultat ordinaires	-	-	-
– Impôts différés (variation) sur résultat ordinaires	-	-	-
Total des produits des activités ordinaires	-	-	-
Total des charges des activités ordinaires	-	-	-

8- Résultat net des activités ordinaires	-	-	-
–Éléments extraordinaires (produits) (à préciser)	-	-	-
–Éléments extraordinaires (charges) (à préciser)	-	-	-
9- Résultat extraordinaires	-	-	-
10 Résultats nets d'exercice	-	-	-
–Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	-	-	-
11-RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-	-	-
–Dont part des minoritaires	-	-	-
–Part du groupe	-	-	-

Source : Journal officiel de la république algérienne, N°19, 25 mars 2009.

1.4.3. L'annexe

L'annexe rassemble tous les éléments d'informations complémentaires à la comptabilité.

1.4.3.1. Définitions de l'annexe

L'annexe est un document obligatoire composé d'un ensemble d'états et de tableaux justifiant ou complétant les informations portées au compte de résultat et au bilan. (MELYON, 2007, p. 32)

1.4.3.2. Les objectifs de l'annexe

- Elle Apporte des informations supplémentaires afin d'aider à la compréhension du bilan comptable et du compte de résultat.
- Elle fournit beaucoup d'informations sur la comptabilité de l'entreprise.
- Elle contient des informations comptables, telles que les règles et méthodes comptables exploitées par l'entreprise, les engagements, ainsi que diverses explications sur les charges et les produits.

2. L'analyse de l'équilibre financier

Dans ce passage on va présenter le fonds de roulement (FR), le besoin de fonds de roulement (BFR) et la trésorerie qui sont calculé à partir du bilan financier.

2.1. Le fonds de roulement net (FRN)

Nous allons essayer dans ce qui suit d'expliquer la notion de fonds de roulement.

2.1.1. Définitions du fonds de roulement

Le fonds de roulement net global ou fonds de roulement fonctionnel est égal à la différence entre les ressources et les emplois stables ou cycliques. (EVRAERT, 1992, p. 106)

Le fonds du roulement net global est la partie des ressources durables qui concourt au financement de l'actif circulant. (RAMA, 2001, p. 71)

En conclusion, donc le fonds de roulement est le surplus des ressources dégagées par l'entreprise pour financer son cycle d'exploitation et assurer une trésorerie équilibrée.

2.1.2. Les types de calcul du fonds de roulement

2.1.2.1. Mode de Calcul du fond de roulement net (FRN)

La notion du fonds de roulement a donné lieu à des multiples formulations qui traduisent respectivement une méthode « par le haut du bilan » et une méthode « par le bas du bilan » et qui sont comme suit :

- **La 1^{ère} méthode : à partir du haut de bilan**

$$\text{FRN} = \text{Capitaux Permanents (KP)} - \text{Valeurs Immobilisées (VI)}$$

- **La 2^{ème} méthode : à partir du bas de bilan**

$$\text{FRN} = \text{Actif circulant (AC)} - \text{dette a court terme (DCT)}$$

2.1.2.2. Mode de calcul du fond de roulement propre (FRP)

Le fonds de roulement propre mesure l'excédent des capitaux propres sur les actifs durables. Il permet donc d'apprécier l'autonomie dont l'entreprise fait preuve en matière de financement de ses investissements immatériels ou de ses investissements financiers.

Le fonds de roulement propre se calcule en soustrayant les actifs immobilisés de capitaux propres.

$$\text{Fonds de roulement propre} = \text{Capitaux propre} - \text{l'actif Immobilisés (AI)}$$

2.1.2.3. Fonds de roulement étranger (FRE)

C'est l'excédent des actifs circulants sur les capitaux propres. Il peut être calculé par les deux formules suivantes.

$$\text{Fond de roulement étranger} = \text{Dettes a long et moyen terme} - \text{l'actif Immobilisés (AI)}$$

2.1.3. Interprétation du fonds de roulement

L'interprétation du fonds de roulement se base sur trois (03) cas suivants :

Si le FR > 0

Un FR positif (+) signifie que l'entreprise arrive à financer l'intégralité de ces immobilisations par ses capitaux permanents, et de dégager un excédent des ressources qui lui permet de couvrir une partie de cycle d'exploitation

Si le FR < 0

Un fonds de Roulement qui est négatif (-), signifie que les capitaux permanents n'arrivent pas à financer l'intégralité des immobilisations, autrement dit l'entreprise finance une partie de ses immobilisations par ses dettes à court terme (DCT), alors que les Dettes à Court Terme (DCT) sont impossibles à se transformer en liquidité, dans ce cas la situation de l'entreprise est délicate (difficile).

Si le FR = 0 :

Le fonds de Roulement nul, cela indique une harmonisation totale entre la structure des emplois et des ressources, c'est-à-dire que les actifs immobilisés sont financés seulement par les capitaux permanents, et les actifs circulants couvrent strictement les dettes à court terme.

2.2. Le besoin en fonds de roulement(BFR)

Dans ce qui suit nous allons essayer de définir la notion de besoin en fonds de roulement.

2.2.1. Définitions du besoin en fonds de roulement

Le besoin en FR correspond à la part de l'actif circulant qui ne peut pas être financé par des dettes à court terme et qui doit être financé par des capitaux permanents. Donc le B.F.R reflète la capacité de l'entreprise à générer des ressources au financement de son cycle d'exploitation sans devoir recourir au financement externe.

2.2.2. Mode de calcul du besoin en fonds de roulement

Il se calcule par cette méthode :

•La 1^{ère} méthode

$$\text{BFR} = (\text{Valeurs d'exploitation} + \text{Valeurs réalisables}) - (\text{Dettes à court terme} - \text{Dettes financières})$$

2.2.3. Interprétation du besoin en fonds de roulement

Il existe trois cas pour interpréter le BFR :

Si BFR>0

Le BFR est positif : on dit que l'entreprise a un besoin de financement d'exploitation, donc les emplois cycliques sont supérieurs aux ressources cycliques..

Si BFR<0

Le BFR est négatif signifie qu'il y a un excédent des ressources d'exploitation, dans ce cas les ressources cycliques (DCT) sont supérieures aux emplois cycliques (VE +VR).

BFR = 0

Le BFR est nul lorsque les emplois d'exploitation sont égaux aux ressources d'exploitation. Dans ce cas, les ressources d'exploitation permettent de couvrir les emplois en intégralité.

2.2.4. Types du besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement comprend deux types :

2.2.4.1. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)

Il correspond à la partie de besoin du financement d'exploitation ou cyclique qui n'est pas financée par des ressources nées du cycle d'exploitation ou cycliques. Il se calcule par la formule mathématique suivante :

$$\text{Besoin net d'exploitation} = \text{Emplois Cycliques} - \text{Ressources Cycliques}$$

Le besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)

On parle du besoin net hors exploitation si les besoins hors exploitations sont supérieurs aux ressources hors d'exploitations. Il se calcule comme suit :

$$\text{Besoin nets hors exploitation} = \text{Emplois nets hors exploitation} - \text{Ressources hors exploitation}$$

Donc le besoin en fonds de roulement (BFR) pourra être défini comme la somme du BFRE et BFRHE.

$$\text{Besoin en fonds de roulement} = \text{Besoin du fonds de roulement d'exploitation} + \text{Besoin en fonds de roulement hors exploitation}$$

2.3. La trésorerie nette

Dans ce qui suit, il sera question d'expliquer la notion de trésorerie.

2.3.1. Définitions de la trésorerie

La trésorerie nette est une mesure comptable de la position de trésorerie et correspond à l'excédent algébrique des ressources sur les emplois à l'exclusion des comptes du bilan (trésorerie actif et passif. (EVRAERT, 1992, p. 112)

2.3.2. Mode du Calcul de la trésorerie nette

On peut calculer la trésorerie nette par deux méthodes différentes :

- **1^{ère} méthode**

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Fonds de roulement (FR)} - \text{Besoin en Fonds de Roulement (BFR)}$$

- **2^{ème} méthode**

Elle se calcule par l'approche du bas du bilan financier selon la formule suivante :

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Disponibilité} - \text{Dettes Financière à Court Terme}$$

2.3.3. Interprétation de la trésorerie nette

Il existe trois cas pour interpréter le TN :

Si la $TN > 0$ c'est-à-dire $FRN > BFR$ donc la Trésorerie est positive

Une trésorerie positive, cela signifie que les capitaux permanents arrivent à financer les valeurs immobilisées et à dégager un surplus du fonds de roulement qui sert à financer le besoin du fonds de roulement.

Si la $TN < 0$ c'est à dire $FRN < BFR$ donc la Trésorerie est négative

Une trésorerie négative, cela signifie que les capitaux n'arrivent pas à financer les immobilisations, et une partie des valeurs immobilisées est financée par les dettes à court terme. Donc dans ce cas l'entreprise dispose d'une liquidité insuffisante.

Si la $TN = 0$ c'est-à-dire $FRN = BFR$ donc la trésorerie est nulle

Une trésorerie nulle, signifie que les capitaux arrivent à financer les valeurs immobilisées sans dégager un excédent, dans ce cas il est préférable d'augmenter le fonds de roulement et réduire le besoin en fonds de roulement.

3. L'Analyse par la méthode des ratios

La méthode des ratios est un outil qui permet d'évaluer ponctuellement les soldes des actifs et des passifs apparaissant au bilan en comparant aux flux enregistrés pendant tout exercice au compte de résultat.

3. Définition d'un ratio

Un ratio est un rapport de deux grandeurs, celles-ci peuvent recouvrir des données brutes telles que les stocks ou un poste de bilan, ainsi que des données plus élaborées telles que le fonds de roulement, la valeur ajoutée, et l'excédent brute d'exploitation. (VIZZAVONA, 1991, p. 51)

3.2. Les différents types des ratios

Les tableaux 4, 5, 6 et 7 résument les principaux ratios calculés.

Tableau N°4 : Ratio de la structure financière et de solvabilité

Ratios	Formules	Interprétation
Financement Permanent	$R = \frac{\text{CAPITAUX PERMANENTS}}{\text{ACTIF immobilisé}}$	Il exprime le taux d'ouverture des emplois stables par les ressources stables, il exprime également le niveau de fonds de roulement. Ce ratio doit être (>1)
Solvabilité générale	$R = \frac{\text{Total d'actif}}{\text{Total des dettes}}$	Ce ratio doit être (> 1) pour que l'entreprise soit capable de payé ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif.
Autonomie financière	$R = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{total des dettes}}$	Ce ratio indique le degré d'indépendance d'une entreprise par rapport à ses créances. Plus il est élevé, plus l'indépendance financière de l'entreprise est élevée. Ce ratio doit être (> 1).
Indépendance financière	$R = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Capitaux permanent}}$	Cet indicateur permet une analyse précise de la structure des capitaux permanents en comparant le montant des capitaux permanents et des capitaux empruntés Ce ratios doit être (> 0,5).

Source : DUPLAT C, « Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise », Edition VUIBERT, Paris, 2004, p 95.

Tableau N°5 : Les ratios de liquidité

Ratios	Formules	Interprétation
Liquidité générale	$R = \frac{\text{Actif Circulant}}{\text{Dette a court terme}}$	Il montre dans quelle mesure les actifs circulants couvrent les DCT. Il doit être supérieur à 1.
Liquidité réduite	$R = \frac{\text{VR} + \text{VD}}{\text{DCT}}$	Ce ratio traduit également la capacité de remboursement à court terme de l'entreprise en comparant les éléments les plus liquides de l'actif circulant aux dettes à court terme. Ce ratio doit être compris entre 0,3 et 0,5
Liquidité immédiate	$R = \frac{\text{Valeurs disponibles}}{\text{Dette a court terme}}$	Il permet d'apprécier la part des dettes à court terme qui peut être remboursée dans l'immédiat. Ce ratio doit être compris entre 0,2 et 0,3

Source : MELYON G, « Gestion financière », édition BREAL, Paris 2007, p162.

Tableau N°6 : Les ratios de la rentabilité

Ratios	Formules	Interprétation
Rentabilité économique	$R = \frac{\text{EBE}}{\text{Capitaux propre}}$	Plus ce ratio est élevé plus l'activité d'exploitation est efficace pour rentabiliser le capital d'exploitation.
rentabilité financière	$R = \frac{\text{RTN}}{\text{Capitaux propre}}$	Il Permet de mesurer le bénéfice obtenu sur les fonds.
Rentabilité commerciale	$R = \frac{\text{EBE}}{\text{CA}}$	Il est le meilleur indicateur pour déterminer la marge obtenue sur le coût de revient de la production.

Source : THIBAUT J, « Le diagnostic d'entreprise », Edition SEDIFOR, France, 1993, p 65.

Tableau N°7 : Les ratios de rotation et de gestion

Ratios	Formules	Interprétation
Rotation des stocks (entreprise commerciale)	$\frac{\text{stock moyen des m/ses}}{\text{cout d'achat de m/ses vendu}} \times 360j$	Il mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de ces durées entraine une augmentation de BFR.
Rotation des stocks (entreprise industrielle)	$\frac{\text{Stock moyen de MP}}{\text{Cout d'achat des MP consommées}} \times 360j$	Il mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de ces durées entraine une augmentation de BFR.
Délai fournisseurs	$\frac{\text{Dettes fournisseurs}}{\text{Total des achat TTC}} \times 360j$	Il mesure la durée moyenne en jours du crédit obtenu par l'entreprise de la part de ses fournisseurs.
Délai clients	$\frac{\text{Créance client et compte rattachés}}{\text{Chiffre d'affaires TTC}} \times 360j$	Il mesure la durée moyenne en jours du crédit consenti par l'entreprise à ses clients.

Source : GRANDGUILLOT B, « Analyse financière », Edition Gualino, Paris, 2007, p 133

4. Analyse des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Les soldes intermédiaires de gestion (SIG) permettent d'analyser le résultat de l'entreprise en le décomposant en plusieurs indicateurs importants, ce qui permet d'obtenir de l'information sur l'activité d'une entreprise et la formation de son bénéfice ou déficit.

4.1. Définition des soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion (SIG) constituent la succession articulée des **fx** issus du compte de résultat. Cet ensemble complet de variables se justifie car le diagnostic **fin** ne peut se satisfaire du simple solde global du compte de résultat. Le bénéfice net, ou la perte nette, sont de toutes les charges et de tous les produits de l'exercice.

4.2. Le mode de calcul des différents soldes intermédiaires

Les soldes intermédiaires de gestion se calculent à partir du tableau du compte de résultats (les charges et les produits), qui comprend les soldes suivants :

- **La marge commerciale ou (marge brute)**

Elle concerne uniquement les entreprises commerciales ou celles ayant une activité commerciale. C'est un indicateur qui permet de suivre l'évolution d'une politique commerciale pour mesurer les ressources de l'entreprise. Elle se calcule par la formule suivante :

$$\text{Marge commerciale (MC)} = \text{Ventes des marchandises} - \text{Coût d'achat des marchandises vendues (achats de marchandises +/- variation de stocks de marchandises + les frais accessoires)}.$$

La marge commerciale s'exprime souvent en pourcentage du chiffre d'affaires :

$$\text{Taux Marge} = \text{Marge commerciale} / \text{Chiffre d'affaires} \times 100$$

- **La production de l'exercice**

La production de l'exercice ne concerne que les entreprises de production. Elle représente l'ensemble des activités de production de la période (production vendue, production stockée, production immobilisée). La formule suivante permet de calculer cette production :

$$\text{Production de l'exercice (PE)} = \text{Production vendue} + \text{production stockée} + \text{production immobilisée}$$

- **La valeur Ajoutée (VA)**

C'est le meilleur indicateur de mesure de l'activité de l'entreprise, il traduit le supplément de valeur donné par l'entreprise dans son activité. (VERNIMMEN, 2002, p. 157)

Son calcul se fait selon la formule suivante :

$$\text{VA} = \text{Marge commerciale} + \text{production de l'exercice} - \text{consommation de l'exercice en provenance de tiers.}$$

• **L'excédent brut d'exploitation (EBE)**

L'excédent brut d'exploitation (EBE) représente la part de la valeur ajoutée qui revient à l'entreprise et aux apporteurs de capitaux (associés et prêteurs). C'est un indicateur de la performance industrielle et commerciale ou de la rentabilité économique de l'entreprise. Il se calcule par la formule suivante :

$$\text{L'excédent brut d'exploitation} = (\text{Valeur ajoutée}) + (\text{subvention d'exploitation}) - (\text{charges personnel}) - (\text{impôts, taxes et versements assimilés}).$$

• **Résultat d'exploitation (RE)**

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir de l'EBE augmenté des autres produits d'exploitation et en soustrayant les autres charges d'exploitation. Il mesure la performance industrielle et commerciale d'une entreprise. Sa formule de calcul est la suivante :

$$\text{Résultat d'exploitation} = (\text{EBE}) + (\text{reprise sur perte des valeurs et provisions}) + (\text{autres produits d'exploitation}) - (\text{autres charges d'exploitation}) - (\text{dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs})$$

• **Résultat courant avant impôt (RCAI)**

Le résultat courant avant impôt est constitué par la somme du résultat d'exploitation et du résultat financier, il permet donc de mesurer l'impact de la politique financière de l'entreprise sur son résultat d'exploitation. La méthode de calcul de (RCIA) et la suivante :

$$\text{Résultat courant avant impôt} = (\text{Résultat d'exploitation}) +/- (\text{quote-part de résultat sur opérations faites en commun}) + (\text{produits financiers}) - (\text{charges financières}).$$

• **Résultat exceptionnel (RE)**

C'est le résultat des opérations non courantes de l'entreprise. Il mesure le résultat exceptionnel de l'entreprise, et il se calcule comme suit :

$$\text{Résultat exceptionnel} = (\text{Produits exceptionnels}) - (\text{charges exceptionnelles}).$$

• **Résultat net de l'exercice (RN)**

Le résultat net de l'exercice ou le résultat net comptable est le dernier indicateur financier du compte de résultat et des soldes intermédiaires de gestion (SIG). Il représente le revenu qui revient aux associés. Il se calcule selon la formule ci-dessous :

$$\text{Résultat net} = (\text{Résultat d'exploitation}) - (\text{participation des salariés}) - (\text{impôt sur les bénéfices}).$$

➤ Les différents soldes intermédiaires de gestion sont résumés dans le tableau ci-après :

Tableau N°08 : Représentation des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)
Ventes de marchandise -Coût d'achat des marchandises vendues
= Marge commerciale
+Production vendue + Production stockée + Production immobilisée
= Production de l'exercice
+ Marge commerciale + Production de l'exercice - Consommation en provenance des tiers
= Valeur ajoutée
+ Subvention d'exploitation - Impôts, taxes et versements assimilés - Charges du personnel
= Excédent brut d'exploitation
+ Reprises et transferts de charges d'exploitation +Autres produits - Dotations aux amortissements et provisions - Autres charges
=Résultat d'exploitation
+/- Quote-part de résultat sur opération faites en commun + Produits financiers - Charges financières.
=Résultat courant avant impôt
+/- Résultat exceptionnel - Participation des salariés - Impôt sur les bénéfices
= Résultat de l'exercice

Source : MELYON G, « Gestion Financière », édition BREAL, Paris, 2007, p 99.

4.3. Etude de la capacité d'autofinancement (CAF)

Dans ce qui suit nous tenterons d'expliquer qu'est ce que la capacité d'autofinancement.

4.3.1. Définition de la capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) représente la ressource dégagée aux cours d'un exercice, par l'ensemble des opérations de gestion. (BARREAU, DELAHAY, & DELAHAY, 2004, p. 140)

4.3.2. Méthodes de calcul de la capacité d'autofinancement

Le calcul la CAF d'une entreprise se fait par deux méthodes différentes :

4.3.2.1. La méthode soustractive

Elle est déterminée à partir de l'excédent brut d'exploitation (EBE) qui contribue à la formation de la capacité d'autofinancement car elle s'obtient par la différence entre les produits encaissables et les charges décaissable.

Tableau N°9 : Calcul de CAF à partir de la méthode soustractive

Libellé	Montant
EBE	***
+Transferts de charges (d'exploitation)	***
+Autres produits (d'exploitation)	***
- Autres charges (d'exploitation)	***
+/-Quotes-parts de résultat sur opérations faites en communs	***
+Produits financiers	***
- Charges financières	***
+Produits exceptionnels	***
-Charges exceptionnelles	***
-Participations des salariés aux résultats	***
-Impôts sur les bénéfices	***
La capacité d'autofinancement	*****

Source : GARGUILLOT B., GARGUILLOT F « Analyse financière », édition GUALINO, Paris,2006, p73.

4.3.2.2. La méthode additive

Elle consiste à soustraire au résultat de l'exercice l'ensemble des produits calculés et à y ajouter l'ensemble des charges calculées. Le calcul s'effectue à partir des éléments suivants :

Tableau N°10 : Calcul de CAF à partir de la méthode additive

Libellé	Montant
Résultat net de l'exercice	***
+Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	***
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	***
+Valeur comptable des éléments d'actif cédés	***
-Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	***
-Quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	***
La capacité d'autofinancement	*****

Source : GARGUILLOT B., GARGUILLOT F « Analyse financière », édition GUALINO, Paris,2006, p73.

4.3.2.3. L'autofinancement

L'autofinancement est le surplus monétaire conservé par l'entreprise après distribution des dividendes. (CONSO & HEMICI, 2002, p. 241)

L'autofinancement est consacré à :

- Maintenir le patrimoine et le niveau d'activité ;
- Financer une partie de la croissance.

$$\text{Autofinancement} = \text{CAF} - \text{Dividendes}$$

4.4. L'effet de levier

L'effet de levier désigne l'utilisation de l'endettement pour augmenter la capacité d'investissement d'une entreprise, d'un organisme financier ou d'un particulier et l'impact de cette utilisation sur la rentabilité des capitaux propres investis.

4.4.1. Définition de l'effet de levier

L'effet de levier désigne l'impact de l'endettement sur les capitaux propres, il prend uniquement de la structure financière de l'entreprise (DELAHAYE, 1995, p. 74)

4.4.2. Calcul de l'effet de levier

L'effet de levier est le multiplicateur de l'endettement sur la rentabilité économique. Il mesure l'incidence favorable que peut exercer le recours à l'endettement sur la rentabilité financière de l'entreprise. La rentabilité financière est alors égale :

$$\text{L'effet de levier} = \text{Rentabilité financière} - \text{Rentabilité économique}$$

4.4.3. Interprétation de l'effet de levier

L'analyse de l'effet de levier permet de mesurer l'effet positif ou négatif de l'endettement sur la rentabilité, en comparant le coût de l'endettement à la rentabilité économique. Trois situations peuvent se présenter :

- **Si L'effet de levier est positif**

Dans ce cas, la rentabilité financière est supérieure à la rentabilité économique, donc on peut dire que l'endettement est favorable c'est-à-dire l'entreprise peut s'endetter.

- **Si L'effet de levier est négatif**

Dans ce cas, la rentabilité financière est inférieure à la rentabilité économique, donc le coût de l'endettement n'est pas couvert par la rentabilité économique, c'est-à-dire l'endettement est défavorable, cela signifie que l'entreprise ne peut pas rejeter des dettes.

- **Si L'effet de levier est nul**

Dans ce cas, l'endettement est neutre c'est-à-dire la rentabilité financière est égale à la rentabilité économique.

Section 3 : L'étude de la rentabilité du projet

Afin d'évaluer la rentabilité d'un projet par rapport aux autres options disponibles. Dans le domaine des investissements, il est essentiel de réaliser une analyse de la rentabilité financière de l'investissement. La rentabilité est analysée en deux phases : l'analyse de la rentabilité avant le financement et l'analyse après le financement.

1. L'étude de la rentabilité avant financement

L'évolution de la rentabilité économique d'un investissement doit se faire indépendamment des modalités de financement de l'investissement. L'appréciation et l'étude de la rentabilité d'un projet reposent sur la comparaison entre le capital investi et l'ensemble des flux de trésorerie générés par ce projet.

1.1. Elaboration du tableau des emplois et des ressources (flux de trésorerie)

La mesure de la rentabilité économique de l'investissement consiste à comparer les recettes d'exploitation qu'il génère par rapport aux dépenses d'exploitation qu'il entraîne pour faire apparaître des flux nets de trésorerie.

Tableau N°11 : Présentation du tableau Emplois/Ressources avant financement

Désignation	Année 01	Année 02	Année 03
Ressource :	-	-	-
- CAF	-	-	-
- Valeur résiduelle des investissements	-	-	-
- Récupération du BFR	-	-	-
Total ressources (A)	-	-	-
Emplois :	-	-	-
- Investissement	-	-	-
- Variation du BFR	-	-	-
Total emplois (B)	-	-	-
Flux net de trésorerie : (A)-(B)	-	-	-

Source : GARGUILLOT B., GARGUILLOT F « Analyse financière », édition GUALINO, Paris, 2006, p 92.

1.2. Les critères de la rentabilité avant financement

Il est nécessaire d'analyser les flux que nous avons identifiés à partir du tableau des emplois et des ressources afin d'évaluer la rentabilité propre de l'investissement. Il est essentiel de maîtriser la notion d'actualisation afin de rendre la comparaison des flux qui ne sont pas enregistrés dans la même période crédible. Dans l'analyse financière, l'actualisation est devenue une étape essentielle, car elle nous permet de comparer les flux enregistrés dans le présent avec ceux que le promoteur estime être générés dans le futur.

1.2.1. Délai de récupération (DR)

Ce critère équivaut à « la durée nécessaire pour récupérer le flux total liquidité investi initialement à partir de la série des flux totaux de liquidité prévisionnels actualisés. (EDITH, 1998, p. 29). Il est calculé comme suit :

$$DR = n + [\text{Flux cumulés en } n \times 12 \text{ (mois)}] / [\text{Flux cumulés en } n + \text{flux cumulés en } n+1]$$

L_0 = Investissement initial

F = Flux de trésorerie

N = nombre d'année

T = taux d'intérêt

1.2.2. La valeur actuelle nette (VAN)

La valeur actuelle nette (VAN) est la différence entre la somme des flux nets actualisés d'exploitation sur toute la durée de vie de l'investissement et le capital investi.

$$VAN = \sum \text{Flux nets de trésorerie actualisée} - \text{investissement initial}$$

1.2.3. L'indice de rentabilité (IR)

L'indice de rentabilité est une mesure relative au choix d'investissement, c'est-à-dire qu'il permet de comparer des projets ayant des caractéristiques relativement similaires, mais dont la taille de l'investissement peut différer. Il est calculé comme suit : (ST-PIERRE & BEAUDOIN, 2005, p. 170)

$$IR = \frac{\text{La valeur actuelle des flux monétaires nets}}{\text{dépense initiale d'investissement}}$$

1.2.4. Le taux de rendement interne (TRI)

Le taux de rentabilité interne se définit comme étant « Le taux d'actualisation pour lequel la valeur actuelle nette est égale à zéro. (LANGLOIS, BONNIER, & BRINGER, 2006, p. 394) il est calculé comme suit :

$$\sum FNT \times (1 + TRI)^{-n} - I = 0$$

2. L'étude de la rentabilité après le financement

La partie suivante de l'évaluation de projet concerne l'examen après le financement. Son but est d'analyser la rentabilité des fonds investis et de déterminer les conditions de crédit appropriées. Cette étape se divise en deux parties : la création d'un tableau des emplois et des ressources, et l'étude des critères de rentabilité de l'investissement.

2.1. Élaboration du tableau des emplois et des ressources

Dans cette étape le tableau des emplois et des ressources prend la forme suivante :

Tableau N° 12 : Présentation du tableau Emplois/Ressources après financement

Désignation	Année 01	Année 02	Année 03
Ressource :	-	-	-
- CAF	-	-	-
- Valeur résiduelle des investissements	-	-	-
- Récupération du BFR	-	-	-
- Apports	-	-	-
- Emprunt	-	-	-
Total ressources (A)	-	-	-
Emplois :	-	-	-
- Investissement	-	-	-
- Variation du BFR	-	-	-
- Remboursement emprunt	-	-	-
- Dividendes	-	-	-
- Intérêt intercalaires	-	-	-
Total emplois (B)	-	-	-
Flux net de trésorerie : (A)-(B)	-	-	-

Source : GARGUILLOT B., GARGUILLOT F « Analyse financière », édition GUALINO, Paris, 2006, p 93.

2.2. Les critères de rentabilité après financement

L'étude après financement permet de déterminer l'impact du financement sur la rentabilité du projet. Cette étude intègre le plan de financement, le TCR prévisionnel avant financement tout en ajoutant à celui-ci les frais financiers et les dotations aux amortissements des intérêts intercalaires.

2.2.1. La valeur actuelle nette des fonds propres

Ces ressources disponibles dans le projet et non distribuées aux actionnaires sont considérées comme des réserves. La VANFP est calculée de la manière suivante :

$$VANFP = \sum (DP+TP+KP) / (1+i)^p$$

D_p : Dividendes reçus

TP : Trésorerie annuelle cumulée.

KP : Capitaux propres investis

I : Taux d'actualisation.

2.2.2. Le taux de rentabilité interne des fonds propres

Le taux de rentabilité interne est le taux d'actualisation qui égalise les capitaux propres et le solde annuel cumulé de trésorerie plus les dividendes. En d'autres termes, c'est le taux d'actualisation qui annule la VAN des fonds propres. Il est calculé comme suit :

$$\text{TRIFP} = \sum (\text{DP} + \text{TP} + \text{KP}) / (1+i)^p = 0$$

2.2.3. Délai de récupération des fonds propres

Le délai de récupération des fonds propres représente le temps nécessaire à l'investissement pour récupérer les fonds engagés par les actionnaires à partir des rémunérations qui les intéressent, c'est-à-dire les dividendes ainsi que toutes les trésoreries annuelles. Il est calculé comme suit :

$$\text{DRFP} = [\text{KP} + \text{DP} + \text{TP}]$$

Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons observé que la formulation d'une demande de crédit d'investissement est l'étape cruciale lors de la procédure de traitement du dossier par le banquier, ce qui lui permettra de mener une analyse financière approfondie de celui-ci ainsi que l'évaluation de la rentabilité de l'entreprise et de sa capacité de remboursement. La décision du banquier sera influencée par cette étape, que ce soit par le rejet ou l'acceptation d'accorder le crédit.

Introduction

Après avoir exposé les différents types de crédits et les procédures du montage et d'étude d'un dossier de crédit, nous allons consacrer ce dernier chapitre à l'étude d'un cas pratique pour illustrer tout ce qui a été traité dans la partie précédente.

Ce chapitre sera divisé en trois sections. Dans la première, il sera question de présenter l'organisme d'accueil, lieu de notre stage, la banque BADR. La deuxième section porte sur l'étude d'une demande de crédit d'investissement émise par une entreprise spécialisée dans la fabrication d'aliment bétail. La dernière section, quant à elle, est consacrée à l'étude de la rentabilité du projet.

Section 1 : Présentation de la banque

Dans ce qui suit, nous présenterons la banque BADR, lieu de notre stage. Nous ferons le point sur son évolution, ses missions ainsi que ses objectifs.

1. Historique de la BADR

La BADR a été créée le 13 mars 1982, pour prendre en charge certaines activités financées par la BNA. Elle avait pour principale vocation le financement du secteur agricole et du secteur agroalimentaire agro-industriel, précédemment domiciliées auprès de cette dernière.

La BADR est une société par action au capital social de 2 200 000 000DA chargé de fournir aux entreprises publiques économiques conseils et assistance dans l'utilisation et la gestion de moyen de paiement mis à leur disposition et ce, dans le respect de secret bancaire.

En vertu de la loi 90 /10 du 14 avril 1990, relative à la monnaie et au crédit, la BADR est devenue une personne morale effectuant les opérations de réception des fonds du public, les opérations d'octroi des crédits, ainsi que la mise à la disposition de la clientèle, les moyens de paiement et de gestion.

Depuis 1999, le capital social de la BADR a augmenté et atteint le seuil de 330 000 000 000 Dinars.

Il faut savoir que la BADR dispose de plusieurs filiales qui activant dans plusieurs domaines tels que, la formation bancaire, la garantie du crédit immobilier, l'automatisation des transactions interbancaires, des instruments techniques d'accompagnement, du programme de développement et de modernisation des banques et le financement des prêts aux logements consentis par les intermédiaires financières agréés.

2. Evolution de la BADR

La BADR banque a connu trois principales phases d'évolutions :

➤ **La phase 1982-1990**

Cette phase est marquée par la planification de la BADR banque sur le monde rural. C'est ainsi que de grands efforts ont été accomplis par cette banque en direction des zones rurales à travers notamment l'ouverture de plusieurs agences dans les zones à vocation agricoles. Ses financements allaient essentiellement à l'agriculture et l'agro-alimentaire. Cette spécialisation s'inscrivait alors dans le contrôle d'économie planifiée ou chaque banque publique avait son champ d'intervention.

➤ **La phase 1990-1999**

Cette phase s'ouvre avec la promulgation de la loi du 14 avril 1990 qui a mis un terme à la spécialisation des banques, ainsi la BADR a élargi son champ d'intervention vers les autres secteurs d'activités et notamment vers les petits, moyennes entreprises et les petits, moyens industries, tout en restant un partenaire privilégié du secteur agricole. Sur le plan technique, cette étape a été celle de l'introduction à la technologie d'information. C'est à dire, la mise en place du système (SWIFT) et du logiciel (SYBU).

➤ **La phase 2000 à nos jours**

Ce qui caractérise cette phase est l'implication des banques publiques dans la relance des investissements productifs et la mise en adéquation de leurs activités et du niveau de leurs prestations avec les principes de l'économie de marché.

La BADR banque a augmenté le volume de crédits destinés au financement PME et PMI des secteurs privés et au même temps elle a augmenté son aide à l'agriculture. La BADR a mis en place un programme d'actions quinquennal axé sur la modernisation comptable et financière. Ce programme s'est soldé par l'établissement d'un diagnostic exhaustif des forces et faiblesses de la BADR et l'élaboration d'un plan de mise à niveau de l'institution par rapport aux normes internationales ainsi que le raccourcissement des procédures de traitement, d'acheminement et de sanction des dossiers de crédit.

3. Les missions et objectifs de la BADR

Nous tenterons de présenter dans ce qui suit les principales missions et les principaux objectifs de la BADR Banque.

3.1. Les missions de la BADR

La BADR a été créée pour répondre à une nécessité économique, née d'une volonté politique afin de restructurer le système agricole, assurer l'indépendance économique du pays et relever le niveau de vie des populations rurales. Ses principales missions sont :

- Le traitement de toutes les opérations de crédit, de change et trésorerie.
- L'ouverture de compte à toute personne faisant la demande.
- La réception des dépôts à vue et à terme.
- L'assurance de la promotion des activités agricole, agro-alimentaires, agro-industrielles et artisanales.
- Le contrôle avec les autorités de tutelle de la conformité des mouvements financiers des entreprises domiciliées.

4.1. Les objectifs de la BADR

Ses principaux objectifs sont :

- L'augmentation des ressources aux meilleurs coûts et rentabilisation de celles-ci par des crédits productifs et diversifiés dans le respect des règles.
- La gestion rigoureuse de la trésorerie de la banque tant en dinars ou en devises
- L'assurance d'un développement harmonieux de la banque dans les domaines d'activité la concernant.
- L'extension et le redéploiement de son réseau.
- La satisfaction de ses clients en leur offrant de produits et services susceptibles de répondre à leur besoin.
- L'adaptation d'une gestion dynamique en matière de recouvrement.
- Le développement commercial par l'introduction de nouvelles techniques managériales telles que le marketing et l'insertion d'une nouvelle gamme de produits.

4. Le groupe régional d'exploitation (GRE)

Le groupe régional d'exploitation est une structure de soutien technique et logistique pour les agences qui sont rattachées. Il est l'autorité hiérarchique de toutes les agences de la BADR qui sont présentes dans la wilaya, il est ainsi l'interlocuteur de la direction centrale au niveau général.

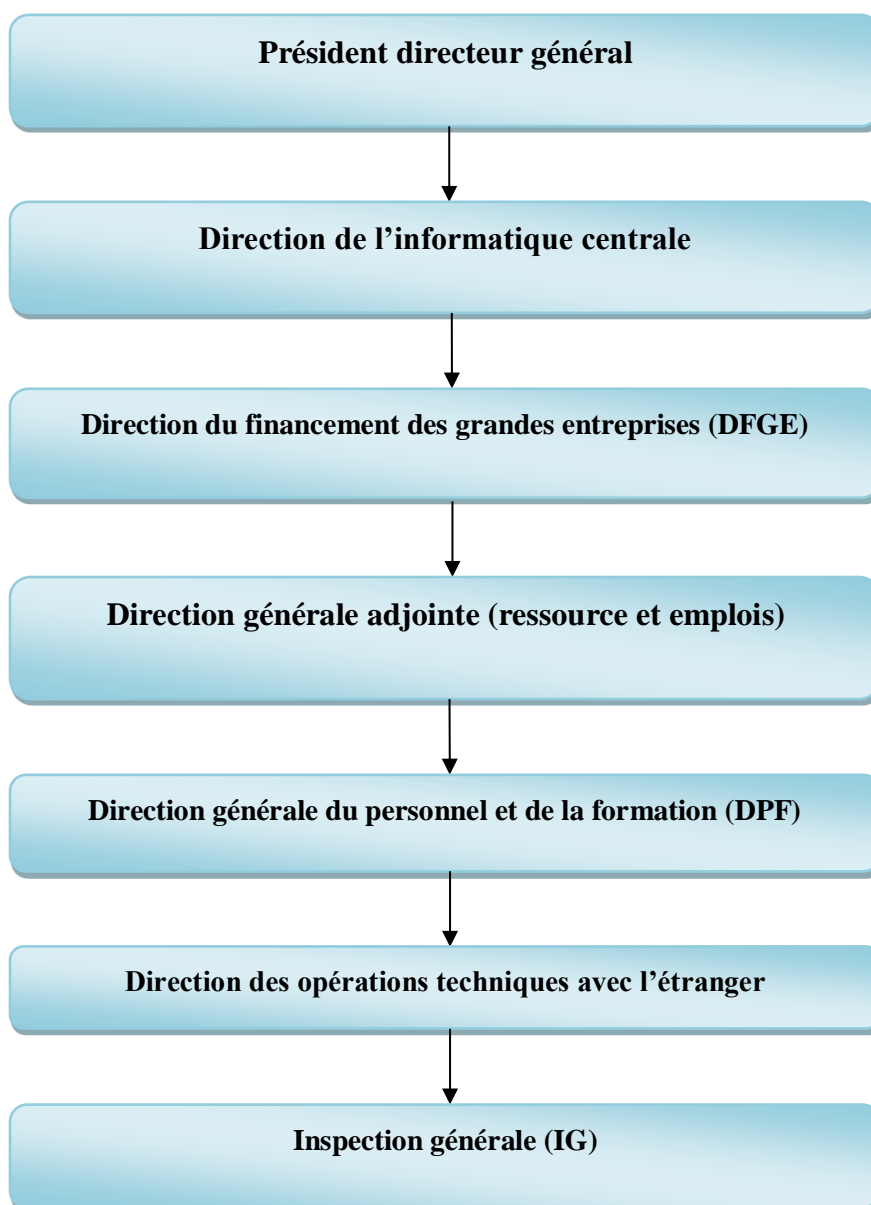
Le GRE a pour rôle :

- L'animation commerciale en matière de collecte des ressources et de mise en place de crédit et de recouvrement de créances.
- Les coordinations inter-agence (en matière d'exploitation).
- L'appui technique (disponibilité de moyens humains et matériels).
- Le contrôle sur place et à distance de toute activité de ces agences.

5. Organigramme général de la banque

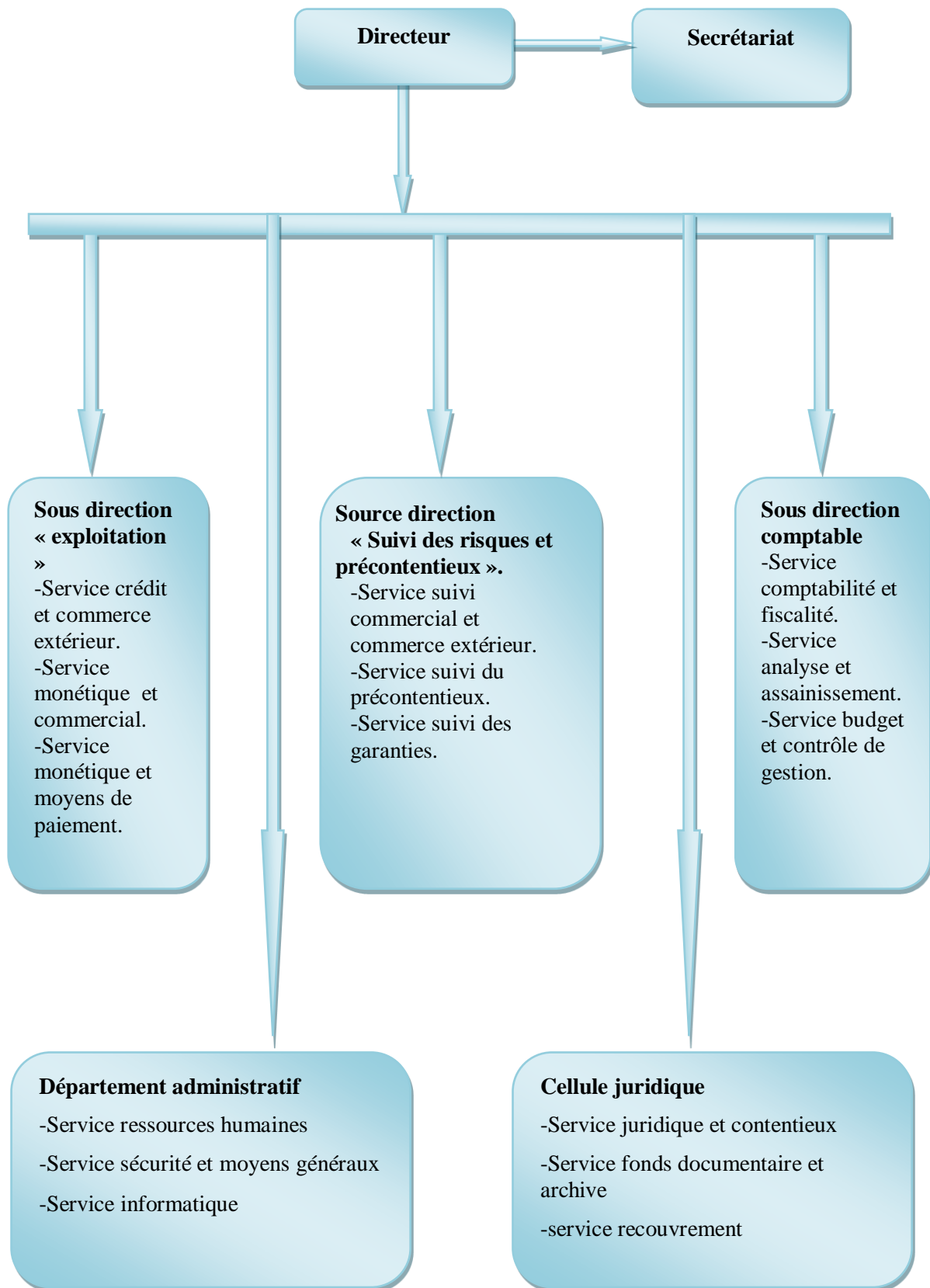
La figure 4 représente l'organigramme de la BADR Banque de Bejaia.

Figure N°03 : Organisation de la BADR



Source : Document interne de la BADR Banque.

Figure N°04 : Organigramme du groupe régional d'exploitation



Source : Document interne de la BADR Banque.

Section 2 : Financement d'un projet d'investissement par l'agence BADR de Bejaia

Le stage que nous avons effectué au sein de l'agence BADR de Bejaia nous a permis d'étudier un dossier de financement d'investissement qui consiste en la fabrication d'aliment bétail. Les principales étapes de traitement de ce dossier seront détaillées dans ce qui suit.

1. Montage d'un dossier de crédit d'investissement

Lorsqu'un banquier reçoit une demande de crédit, ce dernier exige pour le chef d'entreprise un certain nombre de pièces justificatives sur l'entreprise et/ou son dirigeant lui-même. Toutes les pièces demandées à l'entreprise sont citées ci-dessous.

1.1. Constitution du dossier

Le dossier demandé doit contenir les pièces suivantes :

- Demande de crédit, chiffrée et motivée, signée par la personne habilitée.
- Note de présentation de l'entreprise, qualification des associés et des dirigeants.
- Etude technico-économique détaillée.
- Situation patrimoniale des associés.
- Accusé de réception.
- Canevas introductif.
- Demande et réponse de consultation de la centrale des risques.
- Copie de registre de commerce.
- Copies des statuts de l'entreprise.
- Copie de BOAL.
- Copie du bail de location.
- Copies Numéro d'Identification Fiscale et Numéro d'Identification Statistique.
- Copie des bilans comptable des trois derniers exercices.
- Copie de l'extrait de rôle actualisé.
- Copie de la mise à jour CNAS.
- Copie des mises à jour CASNOS.
- Bilan prévisionnel de l'exercice N.
- Etat des stocks.
- Etat des créances clients au 31/12/N.
- Plan de trésorerie.
- Plan d'approvisionnement.

- Facture pro-forma.
- Devis d'assurance.
- Copie de certificat de possession de terrain détenu comme garantie.
- Copie de la pièce comptable matérialisant le prélèvement des frais d'étude du dossier de crédit.

1.2. Identification du demandeur de crédit

La société « X » a été créée en 1992, sous forme d'EURL, le siège social est situé à Tichy. Son activité consiste en la fabrication d'aliments bétail.

1.3. Identification du projet

Intitulé du projet : demande d'une ligne d'exploitation et l'acquisition d'équipement de production

Nature de l'investissement : Production d'aliment bétail

Localisation /implantation : Commune Tichy wilaya de Bejaïa.

Demande d'une ligne de crédit d'exploitation de 8 000 000,00 DA ainsi l'acquisition d'équipement de production à 20 000 000,00 da

2. Étude technico-économique du dossier

Dans cette étude le banquier doit mesurer la viabilité économique du projet, pour ce faire, il doit demander :

2.1. Les moyens consacrés au nouveau projet

Les moyens consacrés au nouveau projet comprennent les moyens humains, immobiliers. La banque peut également demander des informations sur la nature des produits commercialisés.

2.1.1. Les moyens humains

Le personnel minimum requis est de 6 employés répartis comme suit :

Encadrement (01)

Maitrise (01)

Exécution (04)

2.1.2. Moyens immobiliers

Ils comprennent :

- Terrain
- Bâtiments

Nature juridique	Propriétaire du terrain	Superficie M2	Localisation
Propriété	EURL X	2217	AOKAS

2.2. Produits commercialisés

Les produits commercialisés comprennent essentiellement :

- Carburant
- Huiles

3. Analyse financière du projet

Afin de procéder à l'analyse financière de l'entreprise « EURL X », il convient tout d'abord de collecter et de faire réunir les documents qui constituent les principales sources d'information nécessaires permettant de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise. Ces documents sont les bilans pour les trois années 2021, 2022 et 2023, ainsi que le compte de résultat.

3.1. Elaboration des bilans financiers

Les bilans financiers sont élaborés à partir d'un passage du bilan comptable au bilan financier. Ils permettent de mettre en évidence le degré de liquidité de l'actif et le degré d'exigibilité du passif en fonction du critère de durée. Dans ce qui suit nous allons dresser trois bilans successifs des trois années 2021, 2022, 2023 pour mieux éclaircir la situation patrimoniale de cette entreprise.

Tableau N°13 : Présentation des bilans de l'actif pour les années 2021,2022 et 2023 (DA)

Actif immobilisé	2021	2022	2023
Charges Immobilisées			
Frais d'établissement			
Charges à répartir			
Primes de remboursement des obligations			
Immobilisations Incorporelles			
Frais de recherche et de développement			
Brevets, licences, logiciels			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations Corporelles	14927583	11193833	7460083
Terrains			
Bâtiments			
Installations et agencements			
Matériel et agencements			
Matériel			
Matériel de transport			
Avances acomptes versés			
Immobilisations financier			
Titres de participation			
Autres immobilisations financières			
Total actif immobilisé	14927583	1193833	7460083
Actif circulant H.A.O			
Stocks	1136384	8741364	11663617
Marchandises			
Matières et autres approvisionnements			
En-cours			
Produits Fabriqués			
Fournisseurs, avances versés	8285237	9241367	11418012
Clients	27410840	27138741	20711925
Autres Créances		14076	255328
Total Actif Circulant	36832461	45135548	44048882
Titres de placement			
Valeurs à encaisser			
Banques, chèques postaux, caisse	9496750	6026574	3368943
Total Trésorerie-Actif	9496750	6026574	3368943
Ecart de conversion-Actif			
Total Actif	61256794	62355955	54877908

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des bilans comptables fournis par la banque.

Tableau N°14 : Présentation du passif des bilans pour les années 2021,2022 et 2023 (DA)

PASSIF	2021	2022	2023
Capitaux Propres et Ressources Assimilées	5000000	5000000	5000000
Capital			
Actionnaires capitaux non appelé			
Primes et réserves			
Primes d'apport, d'émission, de fusion			14773657
Ecart de réévaluation	13093327	14304771	
Réserves indisponibles			
Réserves libres			
Report à nouveau	1211445	468885	709003
Résultat net de l'exercice			
Autres capitaux de propres			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées et fonds assimilés			
Totaux Capitaux propre	19304772	19773656	20482660
Dettes financières et ressources assimilées			
Emprunts	11381184	10434021	9691586
Dettes de crédit-bail et contrat assimilés			
Dettes financières diverses			
Provisions financières pour risques et charges			
Total Dettes Financières	11381184	10434021	9691586
Total Ressources Stables	30685956	30207677	30174246
Passif Circulant			
Dettes Circulantes H.A.O. Et ressources assimilées			
Client, avances reçues			
Fournisseurs d'exploitation	3157158	5847453	7171941
Dettes fiscales	179276	32997	166309
Dettes social			
Autres dettes	6320675	6736666	6589614
Risques provisionnés			
Total passif Circulant	9657109	12617116	13927864
Trésorerie Passif			
Banques, crédits d'escompte			
Banques, crédits de trésorerie	20913729	19531161	10775798
Banques, découverts			
Total Trésorerie Passif	20913729	19531162	10775798
Ecart de conversion-Actif			
Total passif	61256794	62355955	54877908

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des bilans comptables fournis par la banque.

3.2.Élaboration des bilans de grandes masses

Le bilan financier en grande masse représente la part de l'actif immobilisé et l'actif circulant dans l'actif financier, et la part des capitaux permanents ainsi que les dettes à court terme au niveau du bilan financier.

Tableau N°15 : Le bilan en grande masse de l'exercice 2021 (DA) et (%)

Actif	Montant	%	Passif	Montant	%
Actifs immobilisé	14927583	24%	Capitaux permanents	30685956	50%
Actifs circulants	46329211	76%	Capitaux propres	19304772	63%
			DLMT	11381184	37%
-Valeurs d'exploitation	1136384	2.5%	DCT	30570838	50%
-Valeurs réalisables	35696077	77%			
-Valeurs disponibles	9496750	20.5%			
TOTAL	61256794	100%	TOTAL	61256794	100%

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des bilans comptables fournis par la banque.

Tableau N°16 : Le bilan en grande masse de l'exercice 2022 (DA) et (%)

Actif	Montant	%	Passif	Montant	%
Actifs immobilisés	11193833	18%	Capitaux permanents	30207677	48%
Actifs circulants	51162122	82%	Capitaux propres	19773656	63%
			DLMT	10434021	37%
-Valeurs d'exploitation	8741364	17%	DCT	32148278	52%
-Valeurs réalisables	36394184	71%			
-Valeurs disponibles	6026574	12%			
TOTAL	62355955	100%	TOTAL	62355955	100%

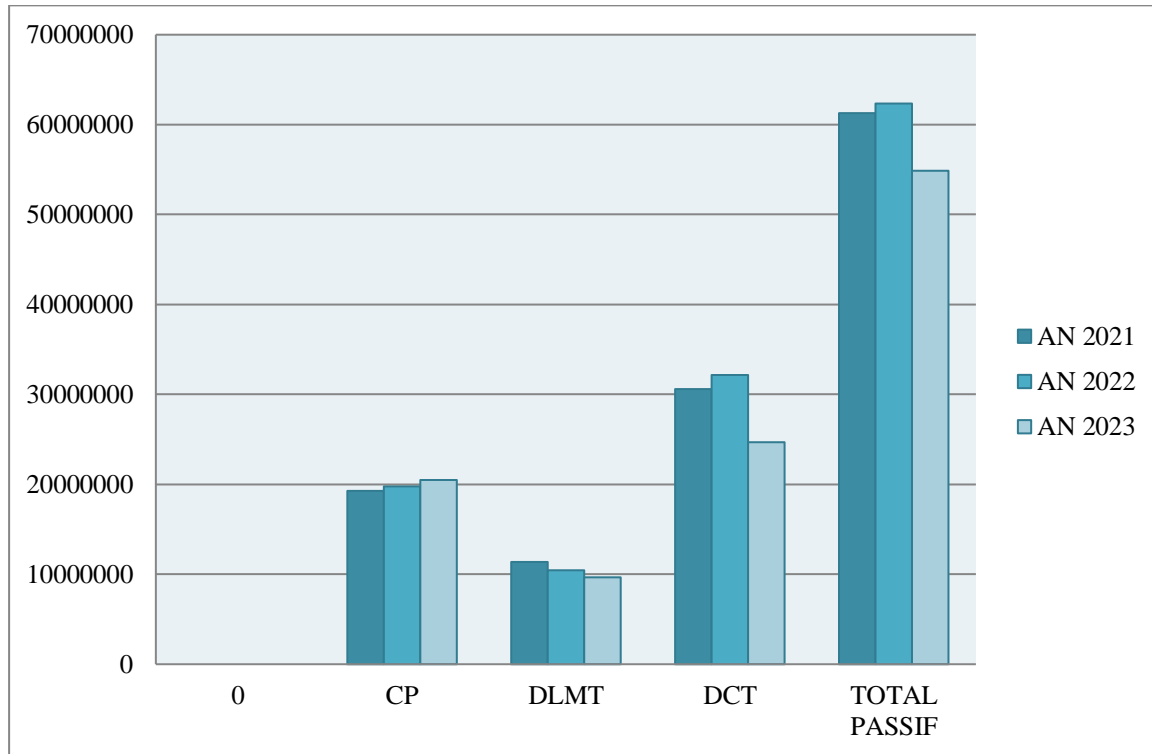
Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des bilans comptables fournis par la banque.

Tableau N°17 : Le bilan en grande masse de l'exercice 2023 (DA) et (%)

Actif	Montant	%	Passif	Montant	%
Actifs immobilisé	7460083	14%	Capitaux permanant	30174246	55%
Actifs circulants	47417825	86%	Capitaux propres	20482660	68%
			DLMT	9691586	32%
-Valeurs d'exploitation	11663617	25%	DCT	24703662	45%
-Valeurs réalisables	32385265	68%			
-Valeurs disponibles	3368943	7%			
TOTAL	54877908	100%	TOTAL	54877908	100%

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des bilans comptables fournis par la banque.

Figure N° 5 : Evolution des composants du bilan des grandes masses



Source : Figure réalisée par nos soins à partir des bilans comptables fournis par la banque

• **Interprétation**

- **Actifs immobilisés** : On constate que les valeurs immobilisées ont enregistré une baisse de 25% en 2022 et DA en 2023 soit 22,22%. Cette baisse s'explique essentiellement par la baisse de la valeur des immobilisations corporelles, immobilisations financières et les immobilisations en-cours.
- **Actif circulant** : Nous remarquons que l'actif circulant à enregistré une augmentation de 7,89% en 2022 et de 4,87% en 2023 Cette augmentation est due à emplois assimilés.
- **Valeurs d'exploitations** : nous remarquons que les valeurs d'exploitation ont enregistré des proportions moyennes par rapport au total de l'actif durant les trois exercices, **2,5%** en 2021, **17 %** en 2022 et **25%** en 2023. Cela explique par le fait que la totalité de la production réalisée est presque vendue.
- **Valeurs réalisables** : les valeurs réalisables durant ces trois exercices par rapport au total de l'actif, représentent **77 %** en 2021, **71 %** en 2022 et **68 %** en 2023 représentant ainsi une baisse de 9 % en trois ans, ce qui est dû principalement au décroissement des créances clients.

- **Valeurs disponibles (liquidité) :** La diminution des pourcentages de la valeur disponible au fil des années peut être attribuée aux remboursements des échéanciers et au paiement partiel des dettes à court terme par l'EURL X, reflétant ainsi ses efforts pour améliorer sa situation financière et réduire ses engagements à court terme.
- **Capitaux propres :** nous constatons que, la part des capitaux propres dans le total du passif a connu une augmentation durant les trois années, on a enregistré une proportion de **63%** en 2021, **63%** en 2022 et **68%** en 2023, cette situation est due à l'augmentation de résultats net autre capitaux propre.
- **Dettes à long et moyen terme :** la part des dettes a enregistré une diminution durant les trois exercices par rapport au total du passif, soit une proportion de **37%** en 2021, **37%** en 2022 et **32%** en 2023. Cela s'explique par le remboursement d'une partie de son financement extérieur (DLMT).
- **Dettes à court terme :** Une hausse de **5,16%** a été constatée entre 2021 et 2022 due principalement à l'augmentation des autres dettes courantes et dettes fournisseurs. En 2023, nous constatons une diminution de **3,11%** par rapport à l'année qui précède provoquée par la régression des autres dettes courantes.

3.3. Analyse des indicateurs de l'équilibre financier

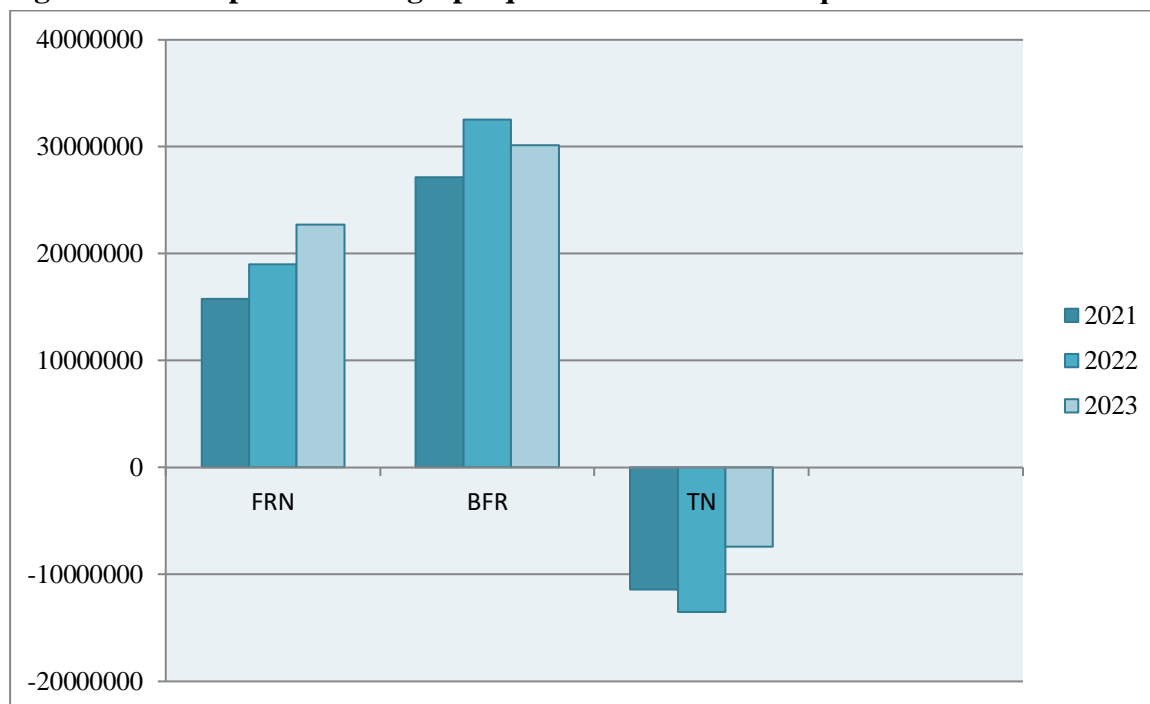
La situation financière de l'entreprise est déterminée par l'aptitude de celle-ci à maintenir le degré de l'équilibre suffisant pour assurer en permanence sa solvabilité. L'équilibre financier de l'entreprise sera apprécié par trois éléments caractéristiques : le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

Tableau N° 18 : Présentation des indicateurs de l'équilibre financier (DA)

Désignation	Mode de calcul	2021	2022	2023
FRN	CP - VI	15758373	19013844	22714163
BFR	(VE+VR) - DCT	27175352	32518432	30121018
TR	FRN – BFR	-11416979	-13504588	-7406855

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

Figure N° 6 : Représentation graphique des indicateurs d'équilibre financier



Source : Figure réalisée par nos soins à partir des bilans comptables fournis par la BADR

• **Interprétation**

➤ **Le fonds de roulement**

L'entreprise dispose d'un FR positif pour les trois années, ce que signifie que cette entreprise finance ses immobilisations et dégage un excédent de capitaux permanents destinés à financer son cycle d'exploitation donc, la règle d'équilibre financier est respectée.

➤ **Le besoin en fonds de roulement**

Le besoin de fonds de roulement est positif durant toutes les trois années dans ce cas les emplois d'exploitation de l'entreprise sont inférieurs aux ressources d'exploitation, cela veut dire que les ressources de financement dégagées par l'exploitation n'arrivent pas à financer entièrement ses besoins de financement. Donc la situation financière de l'entreprise est déséquilibrée pendant les trois années.

➤ **La trésorerie**

Nous constatons que la trésorerie nette est négative pendant les trois années, cela est dû à l'infériorité du fonds de roulement par rapport au besoin de fonds de roulement, ce qui signifie que le fonds de roulement ne couvre pas le besoin en fonds de roulement. L'équilibre financier exige ainsi des crédits de trésorerie. Ceux-ci permettent de combler l'écart entre le BFR et le FR.

3.4. Calcul et analyse des principaux ratios

Dans cette section nous allons essayer d'analyser la situation financière de l'EURL X d'une manière approfondie, en se basant sur les ratios les plus significatifs à partir des bilans financiers.

Nous avons résumé les principaux ratios dans les tableaux qui suivent :

Tableau N° 19 : Présentation des ratios de la structure financière (%)

Ratios	2021	2022	2023
Ratio d'autonomie financière = capitaux propres / total des dettes	0,92	0,86	0,87
Ratio d'indépendance financière = total dettes/total passif	0,63	0,65	0,68
Ratio financement permanent = capitaux permanents/actif immobilisé	2,06	2,7	4,04
Solvabilité générale = Total d'actif/total des dettes	1,5	1,8	1,6

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

- Interprétation

- **Ratio d'autonomie financière** : Ce ratio permet de montrer l'indépendance financière de l'entreprise, vis-à-vis de ses créanciers, et d'estimer sa capacité d'endettement. D'après les résultats obtenus, nous constatons que l'entreprise ne possède pas une autonomie financière durant les années 2021, 2022 et 2023 car l'entreprise n'a pas accumulé suffisamment de capitaux propres pour garantir sa viabilité.
- **Ratio d'endettement** : nous constatons que ce ratio il augmente pendant les trois années. Cette situation est favorable pour l'entreprise et elle rassurante, car le ratio d'indépendance financière il a dépassé pas le seuil de (0,5).
- **Ratio de financement permanent** : Pour la première année, on remarque que le ratio est supérieur à 1, cela signifie que le fonds de roulement est positif, donc l'entreprise dispose d'une marge de sécurité financière qui permet de faire face à ses besoins nés du cycle d'exploitation.
- **Ratio de financement propre** : Nous constatons que durant les trois années d'étude 2021, 2022 et 2023 nous avons enregistré un ratio de financement propre supérieur à ½ ce qui signifie que l'entreprise a pu financer ses actifs immobilisés avec ses propres moyens.

- **Ratio de solvabilité générale** : Le ratio de solvabilité générale est supérieur à 1 durant la période étudiée, cela signifie que l'entreprise est en mesure de rembourser rapidement ses dettes.

Tableau N° 20 : Présentation des ratios de liquidité (%)

Elément	Formule	2021	2022	2023
Ratio de liquidité générale	AC/DCT	1,2	1,4	1,8
Ratio de liquidité réduite	(VR+VD) /DCT	1,17	1,3	1,3
Ratio de liquidité immédiate	VD/DCT	0,31	0,19	0,14

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR

• Interprétation

- **Ratio de liquidité générale** : ce ratio mesure la capacité de remboursement des dettes à court terme au moyen de la transformation des actifs à court terme en liquidité. Dans notre cas, ce ratio est supérieur à 1 pendant les trois années, cela veut dire que l'EURL X peut rembourser ses dettes à court terme à l'échéance.
- **Ratio de liquidité réduite** : nous remarquons que ce ratio est supérieur à 1 durant les trois années, ce qui montre que cette société peut régler ses dettes à court terme sans toucher à la valeur d'exploitation donc la EURL X est solvable.
- **Ratio de liquidité immédiate** : On remarque que ce ratio est inférieur à 1, ce qui signifie que l'entreprise EURL X est incapable de couvrir ses dettes à court terme par ses disponibilités, car les dettes à court terme sont supérieures aux disponibilités.

Tableau N° 21 : Présentation des ratios de rentabilité (%)

Elément	Formule	2021	2022	2023
Ratio de rentabilité financière	Résultat net / capitaux propres	0,09	0,024	0,035
Ratio de rentabilité économique	Résultat d'exploitation / IMMO + BFR	0,11	0,043	0,07
Ratio de rentabilité commerciale	Résultat net/ CA(HT)	0,05	0,009	0,015

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

• **Interprétation**

- **Ratio de rentabilité financière :** D'après ce tableau 21, on constate que le ratio de rentabilité financière est positif pendant les trois années, ce qui signifie que l'entreprise est rentable. Mais qui marque toujours une baisse due à l'augmentation des capitaux propres.
- **Ratio de rentabilité commerciale :** D'après ce tableau on constate que ce ratio est positif durant la période de l'exercice, avec une diminution en 2022, et une augmentation en 2023. Cette variation est relative aux variations du résultat net.
- **Ratio de rentabilité économique :** Ce ratio est positif durant les trois années 2021, 2022 et 2023 ce ratio signifie que les capitaux propres investis par EURL X est rentable.

Tableau N° 22 : Présentation des ratios de rotation

Elément	Lois	2021	2022	2023
Rotation du délai client	$[(\text{créances clients} - \text{acomptes reçus}) / \text{chiffre d'affaires TTC}] \times 360$	267 J	193 J	155 J
Rotation du délai fournisseur	$[(\text{dettes fournisseurs et comptes rattachés}) / \text{Achat} + \text{services extérieurs TTC}] \times 360$	70 j	29 j	40 j

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

• **Interprétation**

- **Rotation du crédit client :** Ce ratio mesure la durée moyenne en jours du crédit consenti par l'entreprise à ses clients. Ce ratio a enregistré une diminution de 74 jours en 2022 et 38 j en 2023. Cela est dû à la baisse des créances clients.
- **Rotation du crédit fournisseur :** Ce ratio mesure la durée moyenne des dettes fournisseurs. Celui-ci a connu une diminution de 41 jours en 2022, et une augmentation de 11 jours en 2023 cela s'explique par fluctuation des dettes fournisseurs.

3.5. L'analyse par les soldes intermédiaire de gestion et la capacité d'autofinancement

3.5.1. Présentation des soldes intermédiaires de gestion (S.I.G)

Les S.I.G établis à partir des comptes du résultat, constituent un outil d'analyse de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise. Ainsi, le tableau suivant, présente les différents soldes intermédiaires de gestion de l'EURL X durant la période 2021,2022 et 2023.

• **Interprétation**

➤ **La marge commerciale**

La marge commerciale ne concerne que les entreprises commerciales et les entreprises mixtes à caractère commerciale, dans notre cas notre entreprise est une entreprise de production et services donc elle ne sera pas concernée par le calcul de cette marge.

➤ **La production d'exploitation**

Elle a connu une augmentation en 2022 d'un taux de **29,7%**, puis une diminution d'un taux de **2,14%** en 2023 par rapport à l'année qui précède, cette baisse est due à la baisse du chiffre d'affaires.

➤ **La valeur ajoutée**

La valeur ajoutée est le premier indice de richesse de l'entreprise, cet indicateur est positif durant les trois années, néanmoins nous constatons une diminution durant la deuxième année (2022) de 39% et une augmentation par rapport à l'année derrière de 13%, cette diminution s'explique principalement par l'augmentation des consommations par rapport à la production de l'exercice.

➤ **Excédent brut d'exploitation**

C'est la part de la valeur ajoutée qui revient à l'entreprise, cet indicateur est positif durant les trois années, ce qu'on appelle excédent brut d'exploitation suffisant, toutefois, nous remarquons une diminution de celui-ci durant la deuxième année (2022) de **32%** et une augmentation par rapport à l'année derrière **13%**, (2023), cette baisse est due à la hausse des charges personnelles par rapport à la valeur ajoutée.

➤ **Résultat d'exploitation**

C'est le résultat généré de l'activité normale de l'entreprise indépendamment des opérations financières et exceptionnelles. Le résultat d'exploitation est positif pendant les trois années, mais nous remarquons une diminution durant la deuxième année de **59%**, puis une augmentation par rapport à l'année dernière de 40%, cela est dû à la stabilisation des dotations aux amortissement

➤ **Résultat financier**

C'est le résultat génère par des opérations financières de l'entreprise, cette dernière est déficitaire pendant trois ans, soit 42,5%, en 2022 et 33,5%, en 2023. Cela s'explique par le manque de produits financiers.

➤ **Résultat courant avant impôt**

Le résultat courant avant impôt de l'EURL X est positif pendant les trois années, mais nous remarquons une diminution durant la deuxième année de **75%**, puis une augmentation par rapport à l'année dernière de **55%**, mais toujours inférieur au résultat d'exploitation, cela s'explique par le fait que les charges financières sont supérieures aux produits financiers.

➤ **Résultat exceptionnel**

D'après le compte de résultat de l'EURL X, nous constatons que cette dernière ne développe pas d'activité hors exploitation.

➤ **Résultat net**

Le résultat net est positif pendant les trois années, mais nous remarquons une diminution durant la deuxième année de **74%**, puis une augmentation par rapport à l'année dernière de **51%**, ce qui veut dire qu'elle est performante, et elle arrive à dégager un bénéfice durant ces trois exercices.

3.5.2. La capacité d'autofinancement (C.A.F)

La capacité d'autofinancement constitue une ressource interne dégagée par l'activité de l'entreprise. Le tableau N° 24 et N° 25 nous permet de déterminer la CAF de l'entreprise EURL X pour les exercices 2021, 2022 et 2023.

Tableau N° 23 : Calcul de la CAF à partir de la méthode soustractive (DA)

Libellé	2021	2022	2023
EBE	8258326	5603698	6350796
+Transferts de charges (d'exploitation)	-	-	-
+Autres Produits (d'exploitation)	-	-	-
- Autres charges (d'exploitation)	-	-	-
+/-Quotes-parts de résultat sur opérations faites en communs	-	-	-
+Produits financiers	-	-	-
-Charges financiers	2269479	1305125	1741734
+Produits exceptionnel	-	-	-
-Charges exceptionnelles	-	-	-
-Participations des salariés aux résultats	-	-	-
-Impôts sur les bénéfices	444254	94954	166309
La capacité d'autofinancement	5544593	4203619	4203619

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

Tableau N° 24 : Calcul de la CAF à partir de la méthode additive (DA)

Libellé	2021	2022	2023
Résultat net de l'exercice	1810843	469869	709003
+Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	3733750	3733750	3733750
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-
+Valeur comptable des éléments d'actif cédés	-	-	-
-Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	-	-	-
-Quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	-	-	-
La capacité d'autofinancement	5544593	4203619	4442753

Source : **Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.**

L'entreprise EURL X a réalisé une capacité d'autofinancement nettement positive durant les trois années, ce qui signifie qu'il dégage un surplus monétaire et il a la possibilité de financer des nouveaux investissements, de remboursements des emprunts et de rémunérer les actionnaires, ce qui assure la sécurité financière. L'EURL X dispose donc d'une bonne rentabilité liée à son activité économique.

3.5.3. L'autofinancement

L'autofinancement est le surplus monétaire conservé par l'entreprise après distribution des dividendes.

Tableau N° 25 : Présentation de l'autofinancement (DA)

Désignation	2021	2022	2023
- CAF	5544593	4203619	4203619
- DIVIDENDES	0	0	0
- Autofinancement	5544593	4203619	4203619

Source : **Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.**

D'après l'entreprise EURL X il n'y a pas de dividendes à payer ce qui résulte que la valeur d'autofinancement égale à la CAF

3.5.4. L'effet de levier

L'effet de levier désigne l'impact de l'endettement sur les capitaux propres.

Tableau N° 26 : Présentation de l'autofinancement (%)

Désignation	2021	2022	2023
- Rentabilité financière	0,09	0,02	0,03
- Rentabilité économique	0,11	0,04	0,07
- Effet de levier	-0,02	-0,02	-0,04

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

Dans notre cas, la rentabilité financière est inférieure à la rentabilité économique, donc le coût de l'endettement n'est pas couvert par la rentabilité économique, c'est-à-dire l'endettement est défavorable, cela signifie que l'entreprise ne peut pas rejeter des dettes.

Section 3 : Étude de la rentabilité du projet

L'étude de la rentabilité du projet faite par le banquier est une phase importante dans l'analyse du dossier de crédit.

1. L'étude de la rentabilité avant financement

L'étude de la rentabilité a pour objectif de déterminer si l'investissement à financer générera suffisamment de revenus et de bénéfices qui vont assurer sa croissance.

1.1. La capacité d'autofinancement (CAF)

Dans ce qui suit, nous étudierons comment calculer et évaluer la capacité d'autofinancement avec la méthode additive en utilisant le tableau du compte de résultat.

Tableau N° 27 : Calcul de la CAF avant financement en (KDA)

Désignation	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	N+7
Résultat net de l'exercice	2225	2528	2845	3066	3409	3496	4039
+dotation aux amortissements et provisions	1896	1896	1896	1896	1896	1896	1896
-reprise sur amortissements et provisions	-	-	-	-	-	-	-
+valeurs comptable des investissements cédés	-	-	-	-	-	-	-
-produit des cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-
-subvention d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
CAF	4121	4424	4741	4961	5305	5392	5935

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation

Selon les informations présentées dans le tableau N°27, il est évident que les ressources internes générées par l'entreprise sont appréciables et augmentent d'un exercice à l'autre. Grâce à ces ressources, l'entreprise pourra tout d'abord payer ses associés, renouveler ou acquérir des investissements (comme dans notre cas d'étude), rembourser ses emprunts ou encore augmenter sa marge de sécurité financière.

1.2. Les flux nets de trésorerie générés par le projet

L'ensemble des éléments déjà examinés précédemment sont inclus dans le tableau des flux nets de trésorerie, tels que la CAF, la valeur résiduelle, la récupération du BFR pour les encaissements, l'investissement initial (Io), ainsi que la variation du BFR des décaissements.

Tableau N° 28 : La présentation d'un tableau de flux de trésorerie (KDA)

Désignation	N	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	N+7
Ressource	-	4121	4424	4741	4962	5305	5392	5935
CAF	-	-	-	-	-	-	-	-
VRI	-	-	-	-	-	-	-	-
Récupération BFR	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	4121	4424	4741	4962	5305	5392	5935
Emplois :	-	-	-	-	-	-	-	-
investissement initial	-18962	-	-	-	-	-	-	-
ΔBFR	-18962	-	-	-	-	-	-	-
Total	-18962	-	-	-	-	-	-	-
CASH FLOW	-18962	4121	4424	4741	4962	5305	5392	5935
cash flux actualisé $(1+10\%)^n$	-	0,943	0,889	0,839	0,792	0,747	0,704	0,665
cash flux actualisé	-	3886	3933	3978	3930	3963	3796	3947
cumulé cash-flow	-	3886	7819	11797	15727	19690	23486	27433

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

Il est évident que les résultats du tableau illustrant la trésorerie démontrent clairement que celle-ci est équilibrée.

1.3. Détermination des critères de rentabilité

Les critères d'évaluation d'un projet d'investissement sont également connus sous le nom de critères d'évaluation financière, et comme mentionné précédemment, ils comprennent la VAN, le IP et enfin le DR.

1.3.1. La valeur actuelle nette (VAN)

La valeur actuelle nette (VAN) est l'un des indicateurs financiers les plus utilisés pour apprécier la rentabilité d'un projet d'investissement. Elle se calcule à partir de la formule suivante :

$$\text{VAN} = \Sigma \text{ cash flows} - \text{Investissement initial}$$

$$\text{VAN} = 27433 - 18962$$

$$\text{VAN} = \mathbf{8471 \text{ KDA}}$$

• Interprétation

L'investissement est rentable lorsque la valeur actualisée des recettes prévues est supérieure au montant des capitaux investis. Ici, la VAN est positive ($\text{VAN} > 0$) et d'un montant de **8471 KDA**. Elle montre que le projet d'investissement présente une forte rentabilité par rapport aux capitaux investis.

Le projet est rentable puisque les cash-flows actualisés permettent de récupérer l'investissement initial (I_0) et de dégager un surplus de trésorerie.

1.3.2. L'indice de rentabilité

$$\text{IR} = \Sigma \text{ cash flow} / \text{Investissement initial (I0)}$$

$$\text{IR} = 27433 / 18962 = 1,45 \text{ DA}$$

• Interprétation

L'indice de rentabilité est supérieur à 1 DA, ce qui indique que le projet est rentable et peut créer de la valeur. Cela signifie que pour chaque unité monétaire investie, le projet génère un rendement de 0.45 DA. Selon ce critère l'investissement est rentable

1.3.3. Délai de récupération (DR)

L'investissement initial sera récupéré entre la 4ème et la 5ème année, il se calcule comme suit :

$$\text{DR} = 4 + (5 - 4) \frac{15727 - 18962}{15727 - 19690}$$

DR 0,82 ans → L'investissement initial sera récupéré après 4 ans, 9 mois et 25 jours.

• **Interprétation**

Les résultats obtenus indiquent que la récupération de l'investissement initial prendra 4 ans, 9 mois et 25 jours. Etant donné que cette durée est inférieure à 7 ans, cela encourage l'entreprise à investir dans ce projet. De même, la banque est plus encline à lui accorder un prêt, car la société est en mesure de rembourser dans les délais impartis.

2. Etude de la rentabilité après financement

La deuxième étape de l'évaluation de l'investissement est l'analyse de la rentabilité après le financement, ce qui permet de mettre en évidence la rentabilité des fonds investis dans cet investissement. En ce qui concerne la première étape de cette étude, elle implique la création du tableau des emplois et des ressources, qui diffère du tableau des emplois et des ressources avant le financement en ce qui concerne les encaissements et les décaissements.

2.1. Capacité d'autofinancement après financement

Dans ce qui suit nous procéderons au calcul de la capacité d'autofinancement après financement qui est différente de celle figurante dans le tableau emplois/ressources avant financement.

Tableau N° 29 : Présentation de la capacité d'autofinancement en (KDA)

Elément	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	N+7
VA	5060	5381	5715	6066	6432	6815	7216
Charge	5195	5232	5272	5539	5595	5925	5820
Dot+intérêt	1896	1896	1896	1896	1896	1896	1896
Résultat d'exploitation	2224	2528	2845	3065	3408	3767	4143
IBS	-	-	-	-	-	-	-
Résultat Net	2224	2528	2845	3065	3408	3767	4143
Dot + intérêt	1896	1896	1896	1896	1896	1896	1896
CAF	4121	4424	4741	4961	5304	5663	6039

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

2.2. Elaboration du tableau des emplois et des ressources

Le tableau 30 représente les emplois et des ressources après financement.

Tableau N° 30 : Présentation du tableau des emplois et des ressources après financement (KDA)

Désignation	N	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	N+7
Ressource :	-	-	-	-	-	-	-	-
- CAF	-	4121	4424	4741	4962	5304	5663	6039
- VRI	-	-	-	-	-	-	-	-
- Récupération du BFR	-	-	-	-	-	-	-	-
- Apports	3792	-	-	-	-	-	-	-
- Emprunt	15170	-	-	-	-	-	-	-
Total ressources (A)	18962	4121	4424	4741	4961	5304	5663	6039
Emplois :	-	-	-	-	-	-	-	-
- Investissement	(18962)	-	-	-	-	-	-	-
- Variation du BFR	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remboursement emprunt	-	-	-	-	-	-	-	-
- Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
- Intérêt intercalaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Total emplois (B)	18962	0	0	0	0	0	0	0
Flux net de trésorerie : (A)-(B)	0	4121	4424	4741	4961	5304	5663	6039

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des documents fournis par la BADR.

En analysant le dossier de demande de crédit d'investissement de l'entreprise X, il a été constaté que celle-ci a une activité stable, ce qui a été reflété par une capacité d'autofinancement suffisamment élevée et une rentabilité appréciable.

Conclusion

L'analyse financière de l'entreprise EURL X sur les trois dernières années, 2021, 2022 et 2023, révèle plusieurs aspects clés de sa situation financière. Tout d'abord, l'activité principale de l'entreprise est bénéficiaire, ce qui constitue un indicateur positif de sa performance. Malgré une trésorerie nette négative au cours de ces trois années mais la règle de l'équilibre financier est respectée, démontrant une gestion prudente des ressources. De manière significative, l'EURL X demeure solvable, capable de rembourser l'intégralité de ses dettes à l'échéance, ce qui renforce sa stabilité financière. Enfin, l'autonomie financière de l'entreprise est soulignée, mettant en évidence sa capacité à générer et à maintenir ses propres ressources pour soutenir ses opérations.

Conclusion générale

Tout au long de ce travail, nous avons tenté d'expliquer le mécanisme de financement bancaire des investissements, ainsi que la méthodologie suivie par le banquier dans l'étude des dossiers de crédit en vue de sélectionner judicieusement ses débiteurs. Pour ce faire, nous avons d'abord présenté les différents types de crédits proposés par les institutions bancaires, puis évoqué les méthodes d'analyse qui doivent être adoptées pour l'étude des demandes de crédit, afin de faciliter la prise de décision engendrant des risques et sollicitant des moyens de prévention.

Il ressort de la partie théorique que toute évaluation d'un dossier de crédit d'investissement doit se faire sur la base d'une documentation fournie par le client et qui contient une panoplie d'informations comptable, financière, économique...etc. et que celle-ci se déroule en deux étapes : Une étude de la viabilité du projet et une étude de la rentabilité de celui-ci. Ces deux études sont indissociables : l'une assure que le projet est techniquement viable et réalisable, l'autre affirme que l'affaire est financièrement rentable. A travers ces deux études, le banquier doit être en mesure de déclarer les points forts et les points faibles de l'affaire, il pourra ainsi prendre une décision en fonction du risque encouru ; il déterminera les besoins de l'entreprise et mettra en place la structure de financement la plus adéquate, et ce afin d'assurer une bonne issue au crédit.

Ce travail a été enrichi par une étude pratique au sein de la BADR Banque pour illustrer les différentes étapes suivies par le banquier afin de mettre en place un crédit d'investissement. A cet effet, le banquier a procédé à l'analyse financière du projet, puis à l'étude de rentabilité et de la viabilité de celui-ci. L'analyse faite par le banquier a bien indiqué, et de manière significative, que l'entreprise demandeuse de crédit demeure solvable, capable de rembourser l'intégralité de ses dettes à l'échéance, ce qui renforce sa stabilité financière. Aussi, l'autonomie financière de l'entreprise est soulignée, mettant en évidence sa capacité à générer et à maintenir ses propres ressources pour soutenir ses opérations.

Au final, nous pouvons dire que la rentabilité du projet est certaine, c'est pourquoi la BADR de Bejaia a donné une suite favorable pour son financement.

Références Bibliographiques

Ouvrages :

- AUGROS, J., & QUERUEL, M. (2000). Risque de taux d'intérêt et gestion bancaire. Paris : Economica.
- BARREAU, J., DELAHAY, J., & DELAHAY, F. (2004). Gestion financière. Paris : DUNOD.
- BERNET-ROLLAND, L. (2015). Principe de technique bancaire. Paris : DUNOD.
- BOUGHABA, A. (2005). Analyse et évolution de projet. Alger : BERTI
- BOUYAKOUB, F. (2000). L'entreprise et le financement bancaire. Alger : CASBAH.
- BRIQUET, F. (1997). Les plans de financement. Paris : ECONOMICA.
- COHEN, E. (2004). Analyse financière. Paris : Economica.
- CONSO, P., & HEMICI, F. (2002). Gestion financière de l'entreprise. Paris : DUNOD.
- COUSSERGUES, S., & PERAN, T. (2017). Gestion de la banque. Paris : DUNOD
- COUSSERGUES.S., BOURDEAUX G. (2002). Gestion de la banque. Paris : DUNOD.
- DELAHAYE, J. (1995). Analyse financière. Paris : DUNOD.
- DESMICHT, F. (2008). Pratique de l'activité bancaire. Paris : DUNOD.
- DUCLOS, T. (2013). Dictionnaire de la banque. Québec : SEFI.
- DUPLAT, C. (2004). Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise. Paris : VUIBERT.
- EDITH, G. (1998). Les décisions d'investissement. Paris : NATHAN.
- EVRAERT, S. (1992). Analyse et diagnostic financier. Paris : EYROLLES.
- EVRAERT, S. (1992). Analyse et diagnostic financier. Paris : EYROLLES
- GARGUILLOT B., GARGUILLOT F. (2006). Analyse financière. Paris : GUALINO.
- GARGUILLOT B., GARGUILLOT F. (2015). Analyse financière. Paris : GUALINO
- GARSUAULT, P., & PRIAMI, S. (1997). La banque : Fonctionnement et stratégies. Paris : ECONOMICA.
- GERARD, M. (2007). Gestion financière. Paris : BREAL.
- GRANDGUILLOT, B. (2007). Analyse financière. Paris : GUALINO.
- HADJSADOK, T. (2007). Les risques de l'entreprise et de la banque. Alger : DAHLAB.
- HUBERT, B. (2010). Analyse financière. Paris : DUNOD.

- JAUDON, F. (2008). Microcrédit et maxi conso. Paris. PUBLIBOOK.
- KHAROUBI, C., & THOMAS, P. (2013). Analyse du risque de crédit. Paris.
- LAHILLE, J.-P. (2001). Analyse financière. Paris : DALLOZ.
- LANGLOIS, L., BONNIER, C., & BRINGER, M. (2006). Contrôle de gestion. Paris : FOUCHER.
- LUCIEN, M. (1991). Banques et bourses. Paris : MONTCHRISTIEN.
- MANCHON, E. (2001). Analyse bancaire de l'entreprise. Paris : ECONOMICA.
- MARION, A. (2007). Analyse financière concepts et méthodes. Paris : DUNOD.
- MELYON, G. (2007). Gestion financière. Paris : BREAL.
- MEYSSONNIER, F. (1992). Banque, mode d'emploi. Paris : EYROLLES.
- MONNIER, P., & MAHIER LE FRONCOIS, S. (2017). Techniques bancaires. Paris : DUNOD.
- MUADIMANGA LLUNGUA, E. (2016). Risque bancaire et dispositifs prudentiels de gestion. Paris : L'harmattan.
- NACER-EDDINE, S. (2011). Innovations comptable internationales et analyse des états financiers. France : PUG.
- RAMA, P. (2001). Analyse et diagnostic financier. Paris : ORGANISATION.
- ROUCH GRADNOLLEAU, M. (1998). Le contrôle de gestion bancaire et gestion financière. Paris : LA REVUE BANQUE.
- ST-PIERRE, J., & BEAUDOIN, R. (2005). Les décisions d'investissement dans les PME, comment évaluer la rentabilité financière. Québec : Presses de l'Université.
- TAZDAIT, A. (2009). Maîtrise du système comptable financier. Alger : ACG.
- THIBAUT, J. (1993). Le diagnostic d'entreprise. Paris : SEDIFOR.
- VERNIMMEN, P. (2002). Finance d'entreprise. Paris : DALLOZ.
- VIZZAVONA, P. (1991). Gestion financière. Paris : TOMEL.
- YEGLEM, J., PHILIPPES, A., & RAULET, C. (200). Analyse comptable et financière. Paris : DUNOD.

Mémoires :

- IDIR, H. (2020). Le financement bancaire des investissements. Cas : Banque CPA (agence 302 de Bejaia). Mémoire de master en Sciences Financières et Comptabilité. Université de Bejaia.

- LALALI, R. (2003). Contribution à l'étude de la bancarisation et de la collecte des ressources en Algérie : Cas des banques de la wilaya de Bejaia. Mémoire de Magistère en Sciences économiques. Université de Bejaia.

Sites Web:

<https://www.badr.dz>

<https://www.bdl.dz>:

<https://www.cnas.dz>: <https://www.cnas.dz>

<https://www.anjem.dz>: <https://www.anjem.com>

Autres documents

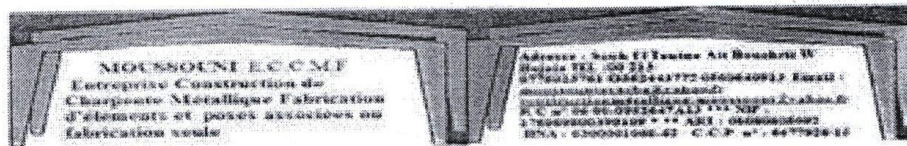
Journal officiel de la république algérienne, N°19, 25 mars 2009.

Tableau N° 23 : Présentation de Tableau des comptes de résultat (TCR) des années 2021, 2022 et 2023

Désignation	2021	2022	2023
Activité d'Exploitation	-	-	-
Ventes de marchandise	-	-	-
Achats de marchandises	-	-	-
Variation de stocks	-	-	-
Marge Brute			
Ventes de produits fabriqués	30324370	48364798	48639959
Travaux services vendus	7126613	2880000	
Production stockée (ou déstockage)		596610	
Production immobilisée			
Achats de matières premières et fournitures liées	26679136	42636392	38911967
Variation de stocks			
Marge brute sur matières	10771847	9205016	9727992
Produits accessoires			
Subventions d'exploitation			
Autres produits	2530614		2094096
Autres achats	456899	443938	
Variation de stocks			
Transports			
Services extérieurs	248935	1057972	554639
Impôts et taxes	381931	46377	97347
Autres charges	78123	254073	2795460
Valeur Ajoutée	12136573	7402656	8374643
Charges du personnel	3878247	1798958	2023846
E.B.E.	8258326	5603698	6350797
Reprises des provisions			
Transferts de charges			
Dotations aux amortissements et aux provisions	3733750	3733750	3733750
Total produits d'exploitation	39981597	51841408	50734055
Total charges d'exploitation	35457021	49971460	48117009
Résultat d'exploitation	4524576	1869948	2617047
Activités Financières			
Revenus Financiers			
Gains de change			
Reprises des provisions			
Transferts de charges			
Frais financiers	2269479	1305125	1741734
Pertes de changes			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Total Produits Financiers			
Total Charges Financières	2269479	1305125	1741734

Résultat financier	(2269479)	(1305125)	(1741734)
Résultat des activités ordinaires	2255097	564823	875312
Hors Activité Ordinaire HAO			
Produits de cessions d'immobilisations			
Produits HAO			
Reprises HAO			
Transferts de charges			
Valeurs Comptables des cessions d'immobilisations			
Charges HAO			
Résultats HAO			
Participation des travailleurs			
Impôt sur le résultat	444254	94954	166309
Résultat net	1810843	469869	709003
Effectif			
Répartition des charges			
Charges Fixes d'exploitation	99033200	108455090	2578485
Charges Fixes Financières	1090000	1298050	1741734
Charges Variables	(100123200)	(109753140)	(38911967)

Source : Document fourni par la banque.



Projet : Réalisation couverture en panneau sandwich à AMIZOUR

N°	DESIGNATION	U	QTE	RRIX H.T	PRIX TOTALE
01	Fourniture et pose panneau sandwich TL 75 y compris toutes sujétions de bonne exécution	M2	320	4 600.00	1 472 000.00
02	Fourniture et pose faitières pré formée TR 35 y compris toutes sujétions de bonne exécution	U	32	2 200.00	70 000.00
03	Fourniture et pose de Bandeaux et angulaire y compris toutes sujétions de bonne exécution	U	84	1 600.00	134 400.00
04	Fourniture et pose chéneaux galvanisé ep 15/10 y compris toutes sujétions de bonne exécution	U	64	3 400.00	217 600.00

Montant Total en H.T	2 394 400.00
Montant TVA 19 %	454 936.00
Montant Total en TTC	2 849 336.00

Arrêté le montant de la présente facture pro forma à la somme de: **deux millions huit cent quarante neuf mille trois cent trente six dinars**

CONDITION DE FABRICATIONS

45% à la commande pour fabrication

45% à la livraison pour montage

10% à la réception

La facture pro forma valable pour dix (10) jours

Nous vous remercions de nous avoir choisis

ENTREPRISE CONSTRUCTION METALLIQUE MOUSSOUNI

MOUSSOUNI Ayah
 GERANTE



 IMPORTATION : DES GRAINES-LEGUMES SECS ET PRODUITS DE LA MINOTERIE
 RC:02H 0105471 31/00 NIF:00023101054718600000 NIS:000231050105863 TIN:00992126
 RID/ BEA:00200081081220000154 AGE:03200107347270120068 BADR:00300357000068530013
 REPRESSE: ZONE D'ACTIVITE LOCAL N°03 EL KERRA (31110) ORAN
 CAPITAL SOCIAL: 850 400 000,00 DA TEL:041510330/31 FAX:041510232 034102221
 EMAIL:SEFACC-ORAN@HOTMAIL.FR

FACTURE PROFORMA No: 000224

ELABORE A ELUITER



Reference	Description	De	TVA %	Quantite	Prix HT	Montant HT
0001	SEMI	1	2.00	230,000	40000,00	4 820 000,00
0002		1	2.00			
0003		1	2.00			
0004		1	2.00			
0005		1	2.00			
0006		1	2.00			
0007		1	2.00			
0008		1	2.00			
0009		1	2.00			
0010		1	2.00			
0011		1	2.00			
0012		1	2.00			
0013		1	2.00			
0014		1	2.00			
0015		1	2.00			
0016		1	2.00			
0017		1	2.00			
0018		1	2.00			
0019		1	2.00			
0020		1	2.00			
0021		1	2.00			
0022		1	2.00			
0023		1	2.00			
0024		1	2.00			
0025		1	2.00			
0026		1	2.00			
0027		1	2.00			
0028		1	2.00			
0029		1	2.00			
0030		1	2.00			

Taux	Base TVA	Montant TVA	Total HT	4 820 000,00
			Total TVA	0,00
			Total	
			Net à payer	4 820 000,00

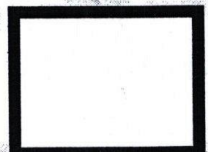
ARRETER LA PRESENTE FACTURE PROFORMA A LA SOMME DE:
 QUATRE MILLION(S) SIX CENTS VINGT MILLE(S) DIX(S) ET ZERO CENTIME(S)



*** SARL SIFACO ***
 COMMERCE EN GROS DES CEREALES ET ALIMENTS DU RETAIL
 RC:022 9109471 06/05 NIF:00023101054718606025 NIS:000231050105863 TIN:00092126
 NIR/ BEA: 90200091041220000254 AGR: 0320010734779120969 EADR: 00300357000049530013
 ADRESSE: ZONE INDUSTRIELLE LOT No29 BIS EL KSEUR (06310) BEJAIA
 CAPITAL SOCIAL: 450 000 000 DA TEL: 041810232/31 FAX: 041810232 034102321
 EMAIL : SIFACO.EL-KSEUR@GMAIL.COM

FACTURE PROFORMA No: 000225

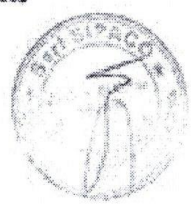
Date: 2022-08-17



Reference	Description	Qté	Unité	Base HT	Montant HT	TVA	Montant TVA	Total HT
001	CAPITAL SOCIAL	450000	00000000	450000	450000	0	0	450000

Taxe	Base TVA	Montant TVA	Total HT	4 500 000.00
			Total TVA	0.00
			Net à payer	4 500 000.00

ARRETER LA PRESENTE FACTURE PROFORMA A LA SOMME DE:
 QUATRE MILLION(S) CING CENT(S) MILLE(S) DINAR(S) ET ZER(S) CENTIME(S)





FABRICATION NUTRITION ANIMALE CAPITAL SOCIAL 300.000.000 DA

Adresse: CITE LAARABIA LOTS CHADLI KETHOUM QR148 SECT 110 SETIF

Tel: 0061 520 659 0061 625 209 Mobile: 0061 625 205

Compte Comptable n° 10000000
 2014
 15/05/2014 20:18:18

FACTURE PROFORMA

Client

Facteur Proforma

N° _____

Observation :

Ref. prod.	Désignation	UM	Quantité	PU HT	Montant HT	TVA (%)
PH0001	PHOSPHATE BICALCIQUE GCT	KG	1000,000	197,48	197 480,00	19 %

TVA 9% : 0,00
 TVA 19% : 37 521,26

TOTAL HT : 197 480,00
 TOTAL TVA : 37 521,26
 TOTAL TTC : 235 001,26

Règlez la présente facture proforma à la somme de :
 DEUX CENT TRENTE CING MILLE UN DINARS VINGT CENTIMÈRES



Le facturier

R.C. 03 B 0066339

M.F. 0031906692701516006

A.E. 15010279001

Banque: 037 DAQR

N° de Compte: 037 300 340 3000 50



FABRICATION NUTRITION ANIMALE CAPITAL SOCIAL 300.000.000 DA

Adresse: KHALFOUNE SECTION 6-1 PROMOTION 45 MEZOUZ SETIF ALGERIE

Tel: 026 93 33 507

Mobile: 07 73 21 51 50

FAX: 026 93 33 51

FACTURE PROFORMA

026 93 33 51
026 93 33 51

Client

CLIENT: [REDACTED]

ADRESSE: [REDACTED]

N° RC: [REDACTED]

Facture Proforma

N°: [REDACTED]

Observation:

Réf. prod.	Désignation	UM	Quantité	PU HT	Montant HT	TVA (%)
PRO071	OMV CHAIR DEM SAFANA	KG	1000.000	242.09	242 090.00	19 %
PRO078	OMV CHAIR FINITION SAFANA	KG	500.000	212.31	106 155.00	19 %

TVA 0% : 0.00
TVA 19% : 66 166.55

TOTAL HT : 348 245.00
TOTAL TVA : 66 166.55
TOTAL TTC : 414 411.55

Arrêtée la présente facture proforma à la somme de :
QUATRE CENT QUATORZE MILLE QUATRE CENT ONZE
DINARS CINQUANTE CING CENTIME(S)



Le facturier

RC: B 0065070

M.F: 00019006507016

A.E 1803848001

Banque: 697 BADR

N° de Compte: 687 395 360 3000 66

Table des matières

Remerciements

Dédicace

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Sommaire

Introduction Générale.....	1
CHAPITRE I : Concepts de base sur les banques, les crédits et les investissements...	3
Introduction.....	3
SECTION 1 : Notions générales sur les banques.....	3
5. Définition d'une banque.....	3
6. Le rôle de la banque.....	4
7. Les différentes fonctions d'une banque.....	4
4.1. La fonction commerciale.....	4
3.2. La fonction financière et comptable.....	4
4.3. La réglementation d'usage.....	5
4.4. La fonction informatique.....	5
8. Classification des banques.....	5
5.1. Selon le rôle joué par l'Etat.....	5
5.2. Selon le degré de l'importance des établissements.....	5
5.3. Selon l'origine de leurs capitaux.....	5
5.3.1. Les banques commerciales.....	6
5.3.2. Les banques d'investissements.....	6
5.3.3. Les banques d'épargnes et de prévoyances.....	6
5.3.4. Les banques d'affaires.....	6
5.3.5. Les banques mixtes.....	6
5.3.6. Les banques centrales (d'émission).....	6
Section 2: Généralités sur les crédits.....	7
4. Définition de crédit.....	7
5. Les caractéristiques de crédit.....	7
2.4. La confiance.....	8

2.5. La durée.....	8
2.6. Le risque.....	8
6. Les typologies de crédit.....	8
4.1. Les crédits aux entreprises.....	8
4.1.1. Les crédits à long terme.....	8
3.1.4. Les crédits à moyen terme.....	8
3.1.4.1. Le crédit moyen terme réescomptable.....	9
3.1.4.2. Le crédit moyen terme mobilisable.....	9
3.1.4.3. Le crédit moyen terme non mobilisable.....	9
3.1.5. Le crédit-bail.....	9
3.2. Les crédits aux particuliers.....	11
3.2.1. Les crédits à court terme ou à la consommation.....	11
3.3. Les crédits spécifiques.....	12
3.3.1. Le crédit ANSEJ (Agence National de Soutien à l'Emploi de Jeunes).....	12
3.3.2. Crédit CNAC (Caisse Nationale d'Assurance Chômage).....	13
3.3.3. Le crédit ANGEM (Agence Nationale de Gestion du Microcrédit).....	13
Section 3 : Quelques notions de base sur les investissements.....	14
3. Définition de l'investissement.....	14
4. Les caractéristiques l'investissement.....	14
2.5. Le capital investi.....	15
2.6. La durée de vie.....	15
2.7. La valeur résiduelle.....	15
2.8. Les flux de trésorerie générés par l'investissement (cash-flow).....	15
4. Classification des investissements.....	15
4.1. La classification selon la nature.....	15
4.2. Classification selon l'objectif.....	16
3.2.7. Les investissements obligatoires.....	16
3.2.8. Investissement de renouvellement ou de remplacement.....	16
3.2.9. Investissement de productivité et de modernisation.....	16
3.2.10. Investissement de rentabilité.....	16
3.2.11. Investissement de capacité.....	17
3.2.12. Investissement d'innovation ou de diversification.....	17
4.3. Classification selon les durées.....	17

4.3.1. Investissement à court terme.....	17
4.3.2. L'investissement à moyen terme.....	17
4.3.3. L'investissement à long terme.....	17
5. Les objectifs d'un projet d'investissement.....	17
5.1. Les objectifs d'ordre stratégique.....	17
5.2. Les objectifs d'ordre opérationnel.....	18
5.2.1. Objectif de coût.....	18
5.2.2. Objectif du temps.....	18
5.2.3. Objectifs de qualité.....	18
6. Types de risques d'investissement.....	18
6.1. Risque de taux d'intérêt.....	18
6.2. Le risque d'immobilisation.....	18
6.3. Risque de crédit.....	19
6.4. Risque de change.....	19
6.5. Risque liquidité.....	19
Conclusion.....	19
Chapitre II : Montage et étude d'un dossier de crédit d'investissement.....	21
Introduction.....	21
Section 1 : Diagnostic économique du projet.....	21
1. Constitution du dossier de crédit d'investissement.....	21
1.1. Demande de crédit d'investissement.....	21
1.2. Étude de la viabilité et la rentabilité du projet.....	22
1.2.1. Présentation du promoteur.....	23
2.2.1.1. Analyse de l'environnement interne de l'entreprise.....	23
2.2.1.1.1. Historique de l'entreprise.....	23
2.2.1.1.2. Les moyens de l'entreprise.....	23
1.2.1.2. Analyse de l'environnement externe de l'entreprise.....	23
2.2.1.3. La collecte d'information.....	24
2.2.1.4. La relation entre la banque et le demandeur de crédit.....	24
2.2.2. Présentation du projet.....	25
2.2.2.1. La nature du projet.....	25
2.2.2.2. L'impact du projet.....	25
2.2.2.3. L'impact sur l'environnement.....	25

2.2.2.4. Résultats attendus.....	25
2.2.2.5. Moyens.....	26
2.2.3. Etude de marché.....	26
Section 2 : Analyse financière du projet.....	26
1. Les notions de base de l'analyse financière.....	26
1.1. Définitions de l'analyse financière.....	26
1.2. Les objectifs de l'analyse financière.....	27
1.3. Les étapes de l'analyse financière.....	27
1.4. Les sources d'informations de l'analyse financière.....	27
1.4.1. Le bilan.....	28
1.4.1.1. Définitions de bilan.....	28
1.4.1.2. La structure du bilan.....	28
1.4.2. Le compte de résultat.....	31
1.4.2.1. Définitions du compte de résultat.....	31
1.4.2.2. La Structure du compte de résultat (TCR).....	32
1.4.3. L'annexe.....	34
1.4.3.1. Définitions de l'annexe.....	34
1.4.3.2. Les objectifs de l'annexe.....	34
2. L'analyse de l'équilibre financier.....	34
2.1. Le fonds de roulement net (FRN).....	34
2.1.1. Définitions du fonds de roulement.....	34
2.1.2. Les types du fonds de roulement.....	35
2.1.2.1. Mode de Calcul du fond de roulement net (FRN).....	35
2.1.2.2. Mode de calcul du fonds de roulement propre (FRP).....	35
2.1.2.3. Mode de calcul du fonds de roulement étrange (FRE).....	35
2.1.3. Interprétation du fonds de roulement.....	35
2.2. Le besoin en fonds de roulement(BFR).....	36
2.2.1. Définitions du besoin en fonds de roulement.....	36
2.2.2. Mode de calcul du besoin en fonds de roulement.....	36
2.2.3. Interprétation du besoin en fonds de roulement.....	36
2.2.4. Types du besoin en fonds de roulement.....	37
2.2.4.1. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE).....	37
2.2.4.2. Le besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE).....	37

2.3. La trésorerie nette.....	38
2.3.1. Définitions de la trésorerie.....	38
2.3.2. Mode de calcul de la trésorerie nette.....	38
2.3.2. Interprétation de la trésorerie nette.....	38
3. L'Analyse par la méthode des ratios.....	39
3.1. Définition d'un ratio.....	39
3.2. Les différents types des ratios.....	39
4. Analyse des soldes intermédiaires de gestion (SIG).....	41
4.1. Définition des soldes intermédiaires de gestion.....	41
4.2. Le mode de calcul des différents soldes intermédiaires.....	42
4.3. Etude de la capacité d'autofinancement (CAF).....	45
4.3.1. Définition de la capacité d'autofinancement.....	45
4.3.2. Méthodes de calcul de la capacité d'autofinancement.....	45
4.3.2.1. La méthode soustractive.....	45
4.3.2.2. La méthode additive.....	46
4.3.2.3. L'autofinancement.....	46
4.4. L'effet de levier.....	46
4.4.1. Définition de l'effet de levier.....	46
4.4.2. Calcul de l'effet de levier.....	47
4.4.3. Interprétation de l'effet de levier.....	47
Section 3: L'étude de la rentabilité du projet.....	48
1. L'étude de la rentabilité avant financement.....	48
1.1. Elaboration du tableau des emplois et des ressources (flux de trésorerie).....	48
1.2. Les critères de la rentabilité avant financement.....	48
1.2.1. Délai de récupération (DR).....	49
1.2.2. La valeur actuelle nette (VAN).....	49
1.2.3. L'indice de rentabilité (IR).....	49
1.2.4. Le taux de rendement interne(TRI).....	49
2. L'étude de la rentabilité après le financement.....	49
2.1. Elaboration du tableau des emplois et des ressources.....	50
2.2. Les critères de rentabilité après financement.....	50
2.2.1. La valeur actuelle nette des fonds propres.....	50
2.2.2. Le taux de rentabilité interne des fonds propres.....	51

2.2.3. Délai de récupération des fonds propres.....	51
Conclusion.....	51
Chapitre III : Etude d'un dossier de crédit d'investissement au sein de la BADR...	52
Introduction.....	52
Section 1 : Présentation de la banque.....	52
1. Historique de la BADR.....	52
2. Evolution de la BADR.....	53
3. Les missions et objectifs de la BADR.....	53
3.1. Les missions de la BADR.....	54
3.2. Les objectifs de la BADR.....	54
4. Le groupe régional d'exploitation (GRE).....	54
5. Organigramme général de la banque.....	55
Section 2 : Financement d'un projet d'investissement par l'agence BADR de Bejaia.....	57
1. Montage d'un dossier de crédit d'investissement.....	57
1.1. Constitution du dossier.....	57
1.2. Identification du demandeur de crédit.....	58
1.3. Identification du projet.....	58
2. Étude technico-économique du dossier.....	58
2.1. Les moyens consacrés au nouveau projet.....	58
2.1.1. Les moyens humains.....	58
2.1.2. Moyens immobiliers.....	59
2.2. Produits commercialisés.....	59
3. Analyse financière du projet.....	59
3.1. Elaboration des bilans financiers.....	59
3.2. Élaboration des bilans de grandes masses.....	62
3.3. Analyse des indicateurs de l'équilibre financier.....	64
3.4. Calcul et analyse des principaux ratios.....	66
3.5. L'analyse par les soldes intermédiaire de gestion et la capacité d'autofinancement.....	68
3.5.1. Présentation des soldes intermédiaires de gestion (S.I.G)	68
3.5.2. La capacité d'autofinancement (C.A.F)	70
3.5.3. L'autofinancement.....	71

3.5.4. L'effet de levier.....	72
Section 3 : Étude de la rentabilité du projet.....	72
1. L'étude de la rentabilité avant financement.....	72
1.1. La capacité d'autofinancement (CAF).....	72
1.2. Les flux nets de trésorerie générés par le projet.....	73
1.3. Détermination des critères de rentabilité.....	73
1.3.1. La valeur actuelle nette (VAN).....	74
1.3.2. L'indice de rentabilité.....	74
1.3.3. Délai de récupération (DR).....	74
2. Etude de la rentabilité après financement.....	75
2.1. Capacité d'autofinancement après financement.....	75
2.2. Elaboration du tableau des emplois et des ressources.....	75
Conclusion.....	76
Conclusion générale.....	77
Bibliographiques	
Annex	
Résumé	

Résumé

L'objectif de ce mémoire est d'expliquer le mécanisme de financement bancaire des investissements au sein d'une banque et plus particulièrement au sein de la BADR Banque de Bejaia pour illustrer les différentes étapes suivies par le banquier afin de mettre en place un crédit d'investissement. A cet effet, le banquier procède à l'analyse financière du projet, puis à l'étude de rentabilité et de la viabilité de celui-ci. L'analyse faite par le banquier au niveau de la BADR Banque a bien indiqué, et de manière significative, que l'entreprise demandeuse de crédit demeure solvable, capable de rembourser l'intégralité de ses dettes à l'échéance, ce qui renforce sa stabilité financière.

Mots clés : Crédit d'investissement, Financement, BADR Banque.

Abstract

The objective of this thesis is to explain the mechanism of bank financing of investments within a bank and more particularly within the BADR Bank of Béjaïa to illustrate the different steps followed by the banker in order to set up an investment credit. To this end, the banker proceeds to the financial analysis of the project, then to the study of its profitability and viability. The analysis made by the banker at the level of the BADR Bank has clearly indicated, and significantly, that the company requesting credit remains solvent, capable of repaying all of its debts on maturity, which strengthens its financial stability.

Keywords: Investment credit, Financing, BADR Bank.